

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1781

22 septembre 2006

SOMMAIRE

ASI Global S.A.H., Luxembourg.....	85486	bourg.....	85484
Auburn Investment S.A., Luxembourg.....	85485	Katoen Natie Group S.A., Luxembourg.....	85487
Baillardel S.A.H., Strassen.....	85479	Kaupthing Hedge.....	85442
Bancom Investments Holding S.A., Luxembourg..	85487	Leopard Fund.....	85461
Brunswick Holding S.A., Luxembourg.....	85483	MBNA R&L, S.à r.l., Luxembourg.....	85450
Central-Fuel S.A., Schwebach.....	85441	Mercurion Asia Fund, Sicav, Luxembourg.....	85488
Chanteloup Holding S.A., Luxembourg.....	85487	Mood Media Group S.A., Luxembourg.....	85445
Cofida S.A.H., Luxembourg.....	85486	Nord Finance S.A., Strassen.....	85479
Enex S.A., Luxembourg.....	85449	Pamplona PE Holdco 4 S.A., Luxembourg.....	85468
Farina European Invest S.A.H., Luxembourg.....	85481	Resin Finance (Luxembourg) S.A.H., Luxembourg	85488
Fertitrust S.A., Luxembourg.....	85487	Robinet Electricité, S.à r.l., Clemency.....	85479
Fingest S.A., Luxembourg.....	85484	Saragosse S.A.H., Luxembourg.....	85483
First National Holding S.A., Luxembourg.....	85449	Sofingea S.A., Luxembourg.....	85481
Florus S.A., Luxembourg.....	85461	Stream Sicav, Luxembourg.....	85483
Gegoric S.A.H., Luxembourg.....	85486	Talassius S.A., Luxembourg.....	85483
Henderson Indirect Property Fund (Europe).....	85443	Thill-Loehr, S.à r.l., Helmdange.....	85479
I.R.I.S. (Luxembourg) S.A., Windhof.....	85446	Thor 2 S.A., Luxembourg.....	85450
I.R.I.S. (Luxembourg) S.A., Windhof.....	85448	Trief Corporation S.A., Luxembourg.....	85461
ICGRedStone, S.à r.l., Luxembourg.....	85462	Tulip Invest Holding S.A., Luxembourg.....	85448
IKB International S.A.....	85448	UEB Alternative Fund 2, Sicav, Luxembourg.....	85442
Invesco GT Continental European Fund, Sicav, Luxembourg.....	85481	United Alternative Fund, Sicav, Luxembourg.....	85442
Invesco GT Investment Fund, Sicav, Luxembourg.	85479	Wood, Appleton, Oliver & Co S.A., Luxembourg.	85481
Invesco Maximum Income Fund, Sicav, Luxem-		Worldcollectionsdb S.A., Luxembourg.....	85449

CENTRAL-FUEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8561 Schwebach, Maison 4.

R. C. Luxembourg B 101.770.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Diekirch, le 26 juillet 2006, réf. DSO-BS00248, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 juillet 2006.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(977850.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 juillet 2006.

KAUPTHING HEDGE, Fonds Commun de Placement.

La modification du règlement de gestion, prenant effet le 2 août 2006, concernant le fonds commun de placement KAUPTHING HEDGE, enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2006, sous la réf. LSO-BU01485, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 7 septembre 2006.

The amendment to the management regulations, effective as of 2nd August 2006 with the respect to the fund KAUPTHING HEDGE, registered in Luxembourg on 7th September 2006 under the reference LSO-BU01485, has been filed with the Luxemburg trade and companies register on 7th September 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2006.

ALPHA MANAGEMENT COMPANY S.A.

Signatures

(095560.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2006.

UNITED ALTERNATIVE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 67.572.

UEB ALTERNATIVE FUND 2, Société d'investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 67.573.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille six, le quinze septembre,

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1. UEB ALTERNATIVE FUND 2, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social au 23, avenue de la Porte Neuve, L-2085 Luxembourg (ci-après «UAF2»),

représentée par M^e Frédérique Lifrange, avocat, résidant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 13 septembre 2006;

laquelle, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

2. UNITED ALTERNATIVE FUND, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 23, avenue de la Porte Neuve, L-2085 Luxembourg (ci-après «UAF1»),

représentée par Me Frédérique Lifrange, prénommée,

en vertu d'une procuration datée du 13 septembre 2006;

laquelle, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

ont déclaré ce qui suit:

I) UAF2 est un organisme de placement collectif («OPC») luxembourgeois constitué en date du 18 décembre 1998 pour une durée illimitée.

II) UAF1 est un OPC luxembourgeois constitué en date du 18 décembre 1998 pour une durée illimitée. Il est organisé en tant qu'OPC à compartiments multiples.

III) A compter du 1^{er} octobre 2006, UEB ALTERNATIVE FUND 2 Arbitrage Portfolio (GBP Reference) («UAF2 GBP»), le dernier sous-fonds de UAF2 n'investira plus ses avoirs dans UNITED ALTERNATIVE FUND - UEB Serenity Portfolio (USD Reference), un sous-fonds de UAF1, mais dans UNITED ALTERNATIVE FUND - UEB Serenity Portfolio (GBP Reference) («UAF1 GBP»), un autre sous-fonds de UAF1. Ce changement de politique d'investissement n'aura pas d'impact économique sur les actionnaires de UAF2 GBP, étant donné que les deux sous-fonds précités de UAF1 sont gérés en commun selon la technique de co-gestion décrite dans le prospectus de ce fonds.

IV) Sous réserve de l'approbation des actionnaires concernés, UAF2 GBP sera fusionné dans UAF1 GBP, et y apportera tous ses avoirs et engagements (les «Avoirs»), les avoirs de UAF2 GBP étant constitués d'actions dans UAF1 GBP.

V) En échange de l'apport des Avoirs de UAF2 GBP dans UAF1 GBP, les actionnaires de UAF2 GBP recevront de nouvelles actions de UAF1 GBP, sur la base des valeurs nettes d'inventaire par action de UAF2 GBP et de UAF1 GBP à la Date d'Effet (comme définie ci-dessous). La valeur nette d'inventaire des actions de UAF2 GBP et UAF1 GBP est calculée conformément à la loi luxembourgeoise, au prospectus et aux statuts respectifs de UAF2 et UAF1 et aux politiques comptables contenues dans les derniers rapports annuels révisés de UAF2 et UAF1.

Les actions de UAF1 GBP détenues par UAF2 avant la Date d'Effet seront annulées à cette date.

VI) Le conseil d'administration de UAF2 a approuvé le projet de fusion ayant comme but, entre autres, de rationaliser la gamme de produits du groupe UEB et de permettre aux actionnaires de bénéficier directement de la technique de co-gestion des avoirs effectuée au sein de UAF1 en profitant d'une réduction des frais à supporter.

Le conseil d'administration de UAF1 estime que le projet de fusion est dans l'intérêt des actionnaires de UAF1.

VII) IL EST CONVENU ce qui suit sous réserve (i) de ce qui est prévu au paragraphe 1) ci-dessous et (ii) de toutes autres modifications qui seront approuvées par un administrateur de UAF2 et/ou de UAF1 suite à des exigences réglementaires:

1) En date du 31 octobre 2006, après l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de UAF2 prévue par la loi (et, si requise par un ou plusieurs actionnaires de UAF1 détenant au moins 5% des actions de UAF1, de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de UAF1 approuvant la fusion), ou à toute autre date définie par l'assemblée générale des actionnaires de UAF2 qui ne sera pas postérieure à 6 mois après la date de l'assemblée générale extraordinaire de UAF2 (la «Date d'Effet»), conformément à l'article 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, UAF2 apportera tous ses Avoirs à UAF1, tel que décrit ci-dessus.

2) En échange de l'apport des Avoirs de UAF2 à UAF1, les actionnaires de UAF2 recevront de nouvelles actions d'UAF1 GBP, sur la base des valeurs nettes d'inventaire par action de UAF2 GBP et de UAF1 GBP à la Date d'Effet.

3) Suite à la fusion, UAF2 cessera d'exister et toutes ses actions en circulation seront annulées. A la Date d'Effet, UAF1 GBP recevra en échange des actions émises aux actionnaires d' UAF2 les Avoirs de UAF2 GBP, constitués d'actions dans UAF1 GBP qui seront annulées à cette date.

4) Les actions nouvelles de UAF1 seront émises sous forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Des fractions d'actions allant jusqu'à quatre décimales pourront être émises. Les fractions restantes seront arrondies vers le bas ou le haut à la quatrième décimale.

5) A partir de la Date d'Effet, tous les Avoirs de UAF2 seront réputés avoir été transférés à UAF1 en faveur de UAF1 GBP de la manière décrite ci-dessus.

6) Le conseil d'administration de UAF2 sera déchargé de toute responsabilité en rapport avec UAF2 à partir de la Date d'Effet.

A moins que des actionnaires de UAF1, détenant au moins cinq pour cent (5%) des actions en circulation de UAF1, ne le demandent jusqu'au lendemain de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de UAF2 approuvant la fusion, la fusion sera effectuée sans décision de l'assemblée générale des actionnaires de UAF1.

Ce projet de fusion, les rapports spéciaux du réviseur de UAF2 et UAF1, les rapports des conseils d'administration de UAF2 et UAF1, les rapports financiers contenant les comptes annuels des trois dernières années de UAF1 et de UAF2 et le prospectus de UAF1 seront à la disposition des actionnaires de UAF2 et UAF1 pour inspection à partir du 22 septembre 2006 au siège social de la Société ainsi que dans les bureaux de BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - Succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, Howald-Hesperange, L-2085 Luxembourg et aux guichets de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg et copies de ces documents peuvent être obtenues sur demande auprès de:

Cécile Bruyant / Gwendoline Boone

Phone: +352 26 96 2237 / +352 26 96 2235

Fax: +352 26 96 9730

Email: cecile.bruyant@bnpparibas.com / gwendoline.j.boone@bnpparibas.com

Les personnes comparantes ont déclaré que les dépenses, coûts, frais et autres charges de toute nature résultant du présent acte notarié, peuvent être estimés à 40.000 euros et seront supportés par UNITED FUND MANAGEMENT S.A.

Attestation

Conformément à l'article 271 de la loi précitée du 10 août 1915, telle que modifiée, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes et du présent projet de fusion.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, ladite mandataire a signé avec nous, notaire le présent acte.

Signé: F. Lifrange, J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 septembre 2006, vol. 907, fol. 13, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 15 septembre 2006.

J.-J. Wagner.

(099509.2/239/98) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2006.

HENDERSON INDIRECT PROPERTY FUND (EUROPE), Fonds Commun de Placement.

Amendment to the Management Regulations dated 1st December 2005

HENDERSON INDIRECT PROPERTY FUND (EUROPE) MANAGEMENT, S.à r.l., 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg, register numer B 111.966;

and

ABN AMRO BANK (LUXEMBOURG) S.A., 46, Avenue J-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Whereas, these amendments to the Management Regulations dated 1st December 2005 (the «Management Regulations») for the HENDERSON INDIRECT PROPERTY FUND (EUROPE) which has been formed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a fonds commun de placement (the «Fund»), are made en entered into as of 5 September 2006 and in accordance with article 16 of the Management Regulations.

Whereas, by executing the Subscription Agreement which results in the acquisition of co-ownership participations in the Fund («Units»), each investor is deemed to fully accept these amendments, the Management Regulations and the Prospectus, which, combined with the Subscription Agreements, determine the contractual relationship among the

Unitholders, the Management Company, and the Custodian, as well as between the Unitholders themselves as well as the terms relating to each Sub-Fund as set forth in the Special Section of the Prospectus.

Whereas, the Parties hereby agree:

1. To amend article 4.1 of the Management Regulations to read as follows:

4.1 Each Sub-Fund has one unitholder advisory committee(s) (individually the «Unitholder Advisory Committee» and collectively the «Unitholder Advisory Committees») which is composed of representatives of Investors of the relevant Sub-Fund. Each Investor of the relevant Sub-Fund has the right to appoint one member of the relevant Unitholder Advisory Committee. The Management Company may be represented at a Unitholders Advisory Committee, without however having the right to vote. The representative of an Investor whose aggregate Unfunded Commitments and value of Units to one of the Sub-Funds is at least equal to EUR 25,000,000.- will have the right to vote at the Unitholder Advisory Committee. Investors affiliated to other Investors shall together be treated as one Investor in this sense. The representative of an Investor whose Commitment to a Sub-Fund amounts to less than EUR 25,000,000.- has the right to vote if so resolved by the Management Company in its entire discretion but in any case with the prior approval of the relevant Unitholder Advisory Committee.

In the event a Unitholder Advisory Committee does not comprise any representative, or only one representative, with the right to vote because no or only one Investor's aggregate Unfunded Commitments and value of Units to the Sub-Fund concerned amounts to at least EUR 25,000,000.- (hereinafter the «Exceptional Event»), then the two Investors whose aggregate Unfunded Commitments and value of Units to one of the Sub-Funds represent the largest commitments to the Sub-Fund have the right to appoint a representative with voting rights. If more than two investors qualify for appointing a representative in the Exceptional Event, due to them holding the same amount then all of these investors have the right to appoint a representative with voting rights. In the Exceptional Event, a pro rata voting mechanism taking the aggregate of each Investor's Unfunded Commitments and value of Units into account comes into effect.

For the avoidance of doubt, in case two investors each have an aggregate of Unfunded Commitments and value of Units to one of the Sub-Funds in excess of EUR 25,000,000.-, thus outside the scope of an Exceptional Event, the votes shall not be proportional, but be decided on a show of hands. On a show of hands every Unitholder whose aggregate of Unfunded Commitments and value of Units to one of the Sub-Funds is in excess of EUR 25,000,000 shall have one vote independent of the aggregate amount of their Unfunded Commitments and value of Units to one of the Sub-Funds.

In the event that the Net Asset Value of the Units of a Sub-Fund held by a Unitholder falls below EUR 25,000,000 due to an Extraordinary Event, the Unitholder will continue to have the right to vote on the Unitholder Advisory Committee. An Extraordinary Event is defined as a decrease in the relevant Sub-Fund's NAV resulting from market volatility or other circumstances which are not caused by the Unitholder. For the avoidance of doubt, in the event that the aggregate of the Unfunded Commitments and the the Net Asset Value of the Units of a Sub-Fund held by a Unitholder falls below EUR 25,000,000 other than via an Extraordinary Event (for example, a redemption of Units by that Unitholder), that Unitholder loses only its right to vote on the Unitholder Advisory Committee if so resolved by the Management Company in its entire discretion.

2. To amend article 4.7 of the Management Regulations to read as follows:

4.7 A Unitholder Advisory Committee shall resolve on recommendations from the Management Company regarding:

- Conflicts of Interest;
- Material changes to the investment policy of the relevant Sub-Fund;
- Material changes to the Prospectus (i.e. changes in the investment powers and restrictions, in the redemption provisions as well as in the Commitment Period or any increase in the fees determined in the Prospectus);
- Investments in Henderson Global Investors sponsored Real Estate Investment Structures (as defined below);
- Increase in the number of countries referred to under Article 5.1.1, to which the Fund may be exposed.

3. To amend article 5.1.1 of the Management Regulations to read as follows:

5.1.1 Each Sub-Fund will invest primarily through equity or debt instruments (securitised or not) or combinations thereof in investment structures of any kind and nature, having legal personality or not, whether listed or unlisted, being regulated or not, based in any jurisdiction, and established for the purpose of investing, directly or indirectly, in and financing any kind of real estate properties in any Member State of the European Union, the EFTA countries as well as Albania, Bosnia Herzegovina, Bulgaria, Croatia, F.Y.R. Macedonia, Moldova, Montenegro, Romania, Russia, Serbia, Turkey, Ukraine unless some of these countries are excluded in the Special Section (the «Real Estate Investment Structures»). The Underlying Investments of the Real Estate Investment Structures will mainly consist of real estate properties, consisting of land and buildings; shareholdings in real estate companies (including claims on such companies) the exclusive object and purpose of which is the acquisition, promotion and sale as well as the letting and agricultural lease of property and property related long-term interests such as surface ownership, lease-hold and options on real estate investments. The selection of whether an investment will be made through equity or debt will depend on the legal and tax set-up of the Real Estate Investment Structures. Investments in debt will generally consist of subordinated debt granted by a Sub-Fund to the Real Estate Investment Structures without the intermediation of a credit institution. These investments in debt can be profit participating and can be linked to the performance of the Real Estate Investment Structures. Both investments in equity and in debt may, depending on the terms and conditions of the Real Estate Investment Structure, not be transferable without consent of the Real Estate Investment Structures.

4. To amend article 5.2.2 of the Management Regulations to read as follows:

5.2.2 In order to achieve an adequate spread of the investment risks, the Fund will not acquire more than 30% of the securities or investment instruments issued by the same Real Estate Investment Structure. More than 30% and up to 50% of the securities or investment instruments issued by the same Real Estate Investment Structure may be acquired

provided the Unitholder Advisory Committee gives its approval to such material change to the investment policy of the Sub-Fund;

5. To amend article 14.1 of the Management Regulations to read as follows:

14.1 The Management Company or any agent thereof shall maintain the principal records and books of the Fund in Luxembourg. The fiscal year and the accounts of the Fund will begin on 1 October and end on 25 September of the next year except that the first fiscal period of the Fund will begin as of the date of effectiveness of the management regulations and shall end on 25th September 2006. The Fund will issue audited annual reports and unaudited semi-annual reports. The first report of the Fund, being a semi-annual unaudited report is expected to be dated 25 March 2006. The Management Company will distribute to each Unitholder, within 60 days after the end of each fiscal half year a semi-annual report; and within 120 days after the end of each fiscal year, an annual report including audited financial statements for the Fund.

6. To amend article 16.1 of the Management Regulations to read as follows:

16.1 The Management Company may amend these Management Regulations without the consent of the Unitholders. However, any material changes (i.e. changes in the investment powers and restrictions, redemption procedure or commitment period or any increase in the fees determined in the Prospectus) will need the prior approval of the relevant Unitholder Advisory Committee.

Whereas, these amendments constitute an integral part of the Management Regulations.

Whereas, the provisions regarding applicable law, jurisdiction and governing language of the Management Regulations apply to these amendments.

Executed in 3 originals.

Luxembourg, 5 September 2006.

For and on behalf of HENDERSON INDIRECT PROPERTY FUND (EUROPE) MANAGEMENT, S.à r.l.

Signatures

For and on behalf of ABN AMRO BANK (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03827. – Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(099560.2//109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2006.

MOOD MEDIA GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 112.404.

L'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2006 a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Jean Fell et de Monsieur Cornélius Bechtel de leurs fonctions d'administrateur, avec effet au 16 mai 2006.

- Nomination des administrateurs suivants avec effet au 16 mai 2006:

- Monsieur Fabrizio Zappaterra, né le 24 juillet 1973 à la Nouvelle Orléans (États-Unis), avec adresse professionnelle au 4th Floor, 20 St James's Street, Londres SW1A 1ES (Royaume-Uni);

- Madame Kim Annette Nicholson, née le 30 novembre 1960 à Bognorregis (Royaume-Uni), avec adresse au 168, East Dulwich Grove, Londres SE22 8TB (Royaume-Uni);

- Monsieur Amr Alladin Sami, né le 24 janvier 1979 au Caire (Égypte), avec adresse au 4 Albemarle Street, Londres W1S 4GA;

- Monsieur Tarek Abu Zayyad, né le 13 septembre 1969 à Beyrouth (Liban), avec adresse au One Stanhope Gate, Londres W1K 1AF;

- Monsieur Jens Peters, né le 9 janvier 1975 à Rodewisch (Allemagne), avec adresse professionnelle au Edificio Reina Constanza, Porto Pi 8, Planta 10A, E-07015 Palma de Mallorca (Espagne);

- Monsieur Matthias Rütsh, né le 11 mai 1970 à Geesthacht (Allemagne), avec adresse professionnelle au Edificio Reina Constanza, Porto Pi 8, Planta 10A, E-07015 Palma de Mallorca (Espagne);

- Monsieur Atanas Salabaschew, né le 27 avril 1943 à Sofia (Bulgarie), avec adresse professionnelle au 54, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg;

- Cornélius Bechtel, né le 11 mars 1968 à Emmerich (Allemagne), avec adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Tous ces mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2006.

Pour extrait sincère et conforme

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 2006, réf. LSO-BR09180. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(075948.3//35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

**I.R.I.S. (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. JEEVES LUXEMBOURG S.A.).**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 93.277.

L'an deux mille six, le trente juin.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme JEEVES LUXEMBOURG S.A., avec siège social à L-7373 Lorentweiler, 52, route de Luxembourg,

constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg en date du 15 avril 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 560 du 22 mai 2003,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 93.277.

L'assemblée est ouverte à 11.40 heures sous la présidence de Monsieur Henri da Cruz, employé privé, demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg-Eich,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Max Mayer, employé privé, demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg-Eich.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Colette Automne, administratrice de société, demeurant à L-8065 Bertrange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. Suppression de la valeur nominale des actions.

2. Augmentation de capital de 159.275,81 EUR par apport de branche d'activité par IRIS LUXEMBOURG contre création de 1.593 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale pour porter le capital de 62.500,- EUR à 221.775,81 EUR.

3. Réduction de capital de 144.775,81 EUR par prélèvement à due concurrence sur la perte reportée à fin 2005 pour ramener le capital social de 221.775,81 EUR à 77.000,- EUR sans modification du nombre d'actions émises.

4. Transfert du siège social vers L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

5. Nomination pour 3 ans ABAX AUDIT en tant que réviseur d'entreprises.

6. Changement de nom de la société en I.R.I.S. (LUXEMBOURG) S.A.

7. Avancement de la date de l'assemblée générale au deuxième mardi de mai à 11.00 heures.

8. Modification de l'objet social.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de 159.275,81 EUR (cent cinquante-neuf mille deux cent soixante-quinze euros quatre-vingt-un cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 62.500,- EUR (soixante-deux mille cinq cents euros) à 221.775,81 EUR (deux cent vingt et un mille sept cent soixante-quinze euros quatre-vingt-un cents) par apport de branche d'activité par la société anonyme IMAGE RECOGNITION INTEGRATED SYSTEMS LUXEMBOURG S.A., avec siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons, contre création de 1.593 (mille cinq cent quatre-vingt-treize) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Libération de l'augmentation de capital

La libération a eu lieu par apport de branche d'activité par la société anonyme IMAGE RECOGNITION INTEGRATED SYSTEMS LUXEMBOURG S.A., avec siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons, à concurrence de 159.275,81 EUR (cent cinquante-neuf mille deux cent soixante-quinze euros quatre-vingt-un cents).

L'apport de la branche d'activité constituant le nouveau capital de la société a fait l'objet d'un rapport du réviseur d'entreprises ABAX AUDIT du 29 juin 2006 sous la signature de Messieurs Tom Pfeiffer et Romain Bontemps qui concluent comme suit:

«Sur base des vérifications effectuées ainsi qu'en considération des circonstances décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie.»

Le prédit rapport est resté annexée aux présentes après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social actuel de 144.775,81 EUR (cent quarante-quatre mille sept cent soixante-quinze euros quatre-vingt-un cents) pour le ramener de son capital actuel de 221.775,81 EUR (deux cent vingt et un mille sept cent soixante-quinze euros quatre-vingt-un cents) pour le ramener à un montant de 77.000,- EUR (soixante-dix-sept mille euros) sans suppression d'actions par prélèvement à due concurrence sur la perte reportée à fin 2005.

Ainsi que ces pertes résultent du bilan de l'exercice 2005 dûment approuvé et dont la disponibilité a été certifiée par le conseil d'administration. La déclaration afférente du conseil d'administration, restera, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée au présent acte.

En conséquence l'assemblée générale déclare que le premier paragraphe de l'article 5 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. (1^{er} paragraphe).** Le capital social est fixé à 77.000,- EUR (soixante-sept mille euros) divisé en 2.218 (deux mille deux cent dix-huit) actions sans désignation de la valeur nominale.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social vers L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

En conséquence le premier alinéa de l'article 2 aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. (1^{er} paragraphe).** Le siège social est établi dans la commune de Koerich.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale nomme ABAX AUDIT, S.  r.l. avec siège à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy en tant que réviseur d'entreprises pour une durée de 3 ans.

Sixième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de JEEVES LUXEMBOURG en I.R.I.S. (LUXEMBOURG) S.A.

En conséquence l'article 1^{er} des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** La société anonyme existe sous la dénomination de I.R.I.S. (LUXEMBOURG) S.A.»

Septième résolution

L'assemblée générale décide d'avancer la date de l'assemblée générale au deuxième mardi de mai à 11.00 heures, et en conséquence le premier paragraphe de l'article 16 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le deuxième mardi du mois de mai à 11.00 heures.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'élargir l'objet social de la société et en conséquence l'article 4 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet, pour compte propre ou pour compte de tiers ou en partenariat avec des tiers, toutes opérations se rapportant directement ou indirectement:

A l'analyse des besoins, aux conseils, à la réalisation et au développement d'applications sur mesure, l'installation, la mise en service de tout projet dans les secteurs de la bureautique, informatique, automatisation, gestion électronique et traitement de documents, et traitement d'images en général,

A la programmation, au courtage, à l'achat, la vente, l'import-export, la représentation, le commissionnement, la location et la mise en route de l'informatique, la réparation et la maintenance et l'entretien de tous produits logiciels et matériels bureautique, informatique et d'automatisation et de traitement de documents et d'images, toute activité de service y relative, marketing, publicité, recherche et développement.

Aux prestations de conseils, de services, d'ingénierie, de formation, associées à la mise en oeuvre de systèmes d'automatisation et de gestion électronique de documents et d'images.

La société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut exécuter, promouvoir et développer, soit elle-même directement, soit indirectement par les entreprises dans lesquelles elle détient des participations, soit par tout autre mode, ces activités directement ou comme intermédiaire, commissionnaire ou agent. La société peut pr ster tous services connexes ou complémentaires aux dites activités ou de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

La société pourra exercer son activité tant au Luxembourg qu'à l'étranger. En l'occurrence, la société pourra établir des succursales et/ou filiales partout au Luxembourg et à l'étranger, où elle le jugera nécessaire.

Elle pourra effectuer toute transaction commerciale ou financière, toute opération mobilière ou immobilière, procéder à tout investissement et prise de participation par voie d'acquisition, de souscription, d'apport ou de toute autre manière dans toute société ou entreprise existante ou à créer, ayant en tout ou en partie un objet similaire ou connexe au sien, ou susceptible d'en faciliter le développement ou l'extension, et généralement effectuer toute opération industrielle, commerciale, financière ou autre pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12.00 heures.

Constatation du notaire

Le notaire constate que les conditions des articles 26, 26-1 et 27 sur la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sont remplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environ 3.250,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, en l'étude du notaire instrumentant date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci. ont signé avec le notaire le présent acte.
Signé: H. da Cruz, M. Mayer, C. Automne, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2006, vol. 154S, fol. 29, case 4. – Reçu 1.592,76 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 6 juillet 2006.

P. Decker.

(076187.3/206/141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

**I.R.I.S. (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. JEEVES LUXEMBOURG S.A.).**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 93.277.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

P. Decker

Notaire

(076189.3/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

TULIP INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 85.624.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2006, réf. LSO-BS05120, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour TULIP INVEST HOLDING S.A.

Signature

(077309.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2006.

IKB INTERNATIONAL, Société Anonyme.

H. R. Luxemburg B 17.018.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 7. Juni 2006

«5) Neuwahl des Verwaltungsrates/folgende Herren stehen zur Wahl:

Stefan Ortseifen,

Dr. Volker Doberanzke (unter Vorbehalt der Genehmigung durch die CSSF),

Claus Momburg,

Claus-Dieter Wagner.»

Die Herren Helmut Laux, Joachim Neupel, Jürgen Rauscher und Winfried Reinke scheiden mit Datum 7. Juni 2006 aus dem Verwaltungsrat der IKB INTERNATIONAL aus.

Die Berufsadresse für die wiedergewählten und ausgeschiedenen Verwaltungsratsmitglieder, sowie das neu gewählte Verwaltungsratsmitglied Dr. Volker Doberanzke lautet auf:

1, Wilhelm-Bötzkes-Strasse,

D-40474 Düsseldorf.

Das Mandat der Verwaltungsräte endet mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2011/2012 beschließt.

Luxemburg, 21. Juli 2006.
IKB INTERNATIONAL
R. Spliid / U. Bormann

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08959. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076426.3//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

WORLDCOLLECTIONSDB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 114.489.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social en date du 27 juin 2006

Monsieur Sun Yizhi, employé privé, né à Wun/Zheijasang (Chine) le 13 mars 1981, demeurant à L-4026 Esch-sur-Alzette, 230, route de Belvaux, est nommé, avec effet au 27 juin 2006, aux fonctions d'Administrateur;

Monsieur Sun Yizhi, précité, est nommé, avec effet au 27 juin 2006, aux fonctions d'Administrateur-délégué; l'Administrateur-délégué aura le pouvoir de gestion et de représentation par sa seule signature jusqu'à un montant de 10.000,- EUR. Au-delà de ce montant, la signature conjointe d'un autre administrateur sera requise.

La durée du mandat de l'Administrateur-Délégué prendra fin lors de l'Assemblée Générale des actionnaires devant se tenir en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
WORLDCOLLECTIONSDB S.A.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08866. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076166.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

FIRST NATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 48.315.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 14 juillet 2006

Les mandats des Administrateurs, à savoir Madame Maria Leonidovna Kastritsa, demeurant au 191-191 Kosmonavtov prospect, 196211 St-Petersburg en Russie et Messieurs Edward Clive Anderson, demeurant au 203 East 72nd Street, New York, NY 10021-4567, USA, Dr. Michael Boemke, demeurant au 12 Stadthausbrücke, D-20355 Hamburg, Allemagne, Thomas Felix Poulsen, demeurant à Storsejlet 89, 3070 Snekkersten, Danemark Peter B. Schuchardt demeurant au 14, Jörn-Uhl-Weg, D-22587 Hamburg, Allemagne, sont reconduits jusqu'à l'Assemblée annuelle de 2007.

Le mandat du Commissaire aux Comptes, à savoir ERNST & YOUNG, ayant son siège social 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, est reconduit jusqu'à l'Assemblée annuelle de 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
FIRST NATIONAL HOLDING S.A.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07421. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076207.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

ENEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 21, boulevard de Verdun.
R. C. Luxembourg B 21.560.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09912, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2006.

Signature.

(078520.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2006.

MBNA R&L, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.816.900,-.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 89.976.

—
EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société tenue à Luxembourg, le 23 mars 2006, il a été décidé:
- d'accepter les démissions avec effet au 31 mars 2006 de Monsieur Bruce Lowry et de Monsieur Thomas D. Wren de leur fonction de gérants de la Société;

- de nommer en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 24 mars 2006 Monsieur J. Tom Houghton, employé, résidant au 435, S. Tryon Street, N° 4, Charlotte, North Carolina 28 202 USA;

- de nommer PricewaterhouseCoopers dont le siège social est établi au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg en qualité de réviseur de la Société, ceci jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui se tiendra en 2007;

- de préciser que l'adresse de Monsieur Michael Kidd, gérant de catégorie B, est désormais 28, rue Puert à L-5433 Niederdonven.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2006.

Pour MBNA R&L, S.à r.l.

M. Kidd

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07506. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076675.3//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

—
THOR 2 S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 118.221.

—
STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-seventh day of July,

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg,

There appeared the following:

1) EYE 1, S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 111.137, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg represented by Ms. Audrey Scarpa, by virtue of a proxy given on 27 July 2006; and

2) CANDOVER PARTNERS LIMITED, a company governed by the laws of the United Kingdom, with registered office at 20, Old Bailey, London EC4M 7LN, United Kingdom, represented by Ms. Audrey Scarpa, by virtue of a proxy given on 25 July 2006.

The above mentioned proxies, signed by all the appearing persons or their proxyholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties have drawn up the following articles of association of a company which they declared organized among themselves:

Chapter I.- Form, Corporate Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established among the founding shareholders and all those who may become owners of shares following its incorporation, a company (the «Company») in the form of a public limited company («société anonyme») which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «Laws») and by the present articles of association (the «Articles of Association»).

The Company will exist under the corporate name of THOR 2 S.A.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that, in the view of the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development, management and disposals or other transfers of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II.- Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into twenty-four thousand eight hundred (24,800.-) shares. Each issued share has a nominal value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) and is fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Form of Shares. The shares will be in the form of registered shares or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders, with the exception of those shares for which the Laws prescribe the registered form.

The shares are freely transferable.

With respect to the bearer shares, the Company shall issue bearer share certificates in the form and with the indications prescribed by the Laws to the relevant shareholders. The Company may issue multiple bearer share certificates.

The transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the bearer share certificate(s).

With respect to the registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders register will be delivered to the shareholders. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered shares will be registered in the shareholders register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued and/or authorized capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the general meeting, voting in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Directors to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws.

Chapter III.- Board of Directors, Statutory Auditor

Art. 9. Management. The Company shall be managed by a board of directors, composed of not less than three members, who need not be shareholders (the «Board of Directors»).

The members of the Board of Directors will be elected by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may elect one or several class A directors (the 'Class A Directors') and one or several class B directors (the «Class B Directors»).

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining directors may elect by co-optation a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders, which shall ratify such co-optation or elect a new mem-

ber of the Board of Directors instead. In the event that one or several Class A Directors and one or several Class B Directors have been appointed, the new director appointed in replacement will be qualified as a Class A Director if he replaces a Class A Director and as a Class B Director if he replaces a Class B Director.

The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the general meeting of shareholders or the statutory auditor(s) are in the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Management Fees and Expenses. The members of the Board of Directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and shall in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the Board of Directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 12. Directors' Liability. No member of the Board of Directors commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Any such member is only liable for the performance of its duties.

Art. 13. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice. The delegation of the daily management of the Company to members of the Board of Directors is subject to the previous authorisation by the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may also delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two members of the Board of Directors. However, in the event that one or several Class A Directors and one or several Class B Directors have been appointed, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Director and one Class B Director.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such special power.

Art. 14. Conflicts of interest - Indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors, the officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, manager, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall make known such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify the members of the Board of Directors, the officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been directors, managers, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

Art. 15. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors will appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the «Secretary»).

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in case of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of Board of Directors meetings shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Directors. No

separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board of Directors meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine. Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another member of the Board of Directors as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the members of the Board of Directors holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors present or represented at such meeting.

One or more members of the Board of Directors may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

Art. 16. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two members of the Board of Directors.

Art. 17. Statutory Auditors. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by one or more statutory auditors, who need not be shareholders.

The statutory auditor(s) will be elected by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

Chapter IV.- General Meeting of Shareholders

Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the last Friday of May at ten (10.00) a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. The Board of Directors or the statutory auditor(s) may convene general meetings of shareholders (in addition to the annual general meeting of shareholders). Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Shareholders will meet upon issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Board of Directors may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Board of Directors at least five days prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the Board of Directors may require. The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Board of Directors.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Adjournment. The Board of Directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four weeks. The Board of Directors must adjourn it if so required by shareholders representing at least one fifth of the Company's issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 25. Vote. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the quorum shall be at least one half of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement.

In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Laws, a two-thirds majority of the votes of the shareholders present or represented is required at any such general meeting.

Art. 26. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary of the meeting and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman.

Chapter V.- Financial Year, Distribution of Earnings

Art. 27. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the last day of December in the same year.

Art. 28. Adoption of financial statements. The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice. The annual accounts are submitted to the general meeting of shareholders, which shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

Art. 29. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the «Legal Reserve»). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI.- Dissolution, liquidation

Art. 30. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved prior to the term provided in article 4 of the present Articles of Association, by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board of Directors or such other person (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The Articles of Association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholders	subscribed and paid-in capital	number of shares
1) EYE, 1 S.à r.l.	EUR 30,998.75	24,799 Shares
2) CANDOVER PARTNERS LIMITED	EUR 1.25	1 Share
Total:	EUR 31,000.-	24,800 Shares

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in articles 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2006. The first annual general meeting will thus be held in the year 2007.

Extraordinary General Meeting

The appearing parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

1. Resolved to set at three (3) the number of members of the Board of Directors and further resolved to elect for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2007:

- as Class A Directors:

Mr. Cyril Zivré, director, with professional address at 21-25 rue Balzac, F-75008 Paris (France);

Mr. Nils Stoesser, director, with professional address at 20 Old Bailey; EC4M 7LN London (United Kingdom);

- as Class B Director:

Mr. Xavier Pauwels, director, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

2. Resolved to set at one (1) the number of statutory auditors and further resolved to elect PricewaterhouseCoopers, a société à responsabilité limitée having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg as statutory auditor(s) for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2007.

3. Resolved to establish the registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

4. Resolved to authorise the Board of Directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to such member(s) of the Board of Directors as the Board of Directors may deem fit from time to time.

Whereof the present deed was drawn up by the undersigned notary in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the undersigned notary this original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-sept juillet,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) EYE 1, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 111.137 ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, représentée par Me Audrey Scarpa en vertu d'une procuration donnée le 27 juillet 2006; et

2) CANDOVER PARTNERS LIMITED, une société régie par les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à 20, Old Bailey, London EC4M 7LN, United Kingdom, représenté(e) par Me Audrey Scarpa en vertu d'une procuration donnée le 25 juillet 2006.

Lesdites procurations, signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

Chapitre I^{er}.- Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les actionnaires fondateurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions à la suite de sa constitution, une société (la «Société») sous la forme d'une société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (la «Loi») et par les présents statuts (les «Statuts»). La Société adopte la dénomination THOR 2 S.A.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.
Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Si le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la Loi. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, le développement, la gestion et la vente ou tout autre transfert de ses participations.

D'une manière générale elle peut accorder, directement ou indirectement, toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment accorder des prêts et des garanties ou des sécurités sous toutes formes.

La Société peut utiliser ses propres fonds afin d'investir dans les biens immobilières et les droits de la propriété intellectuelle sous toutes formes.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

La Société peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle estimera utile à la réalisation et au développement de son projet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II.- Capital, Actions

Art. 5. Capital social. Le capital de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par vingt-quatre mille huit cent (24.800) actions. Chaque action a une valeur nominale d'un euros et vingt-cinq cents (EUR 1,25) et est entièrement libérée.

Les droits et obligations inhérents aux actions sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou la Loi.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat d'actions que la Société a racheté à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions. Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, à l'exception des cas où la Loi exige des actions nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Pour ce qui est des actions au porteur, la société peut émettre des actions au porteur dans la forme et avec les mentions prévues par la Loi. La Société peut émettre des certificats d'actions au porteur multiples.

Les cessions d'actions au porteur seront opérées par la seule remise des actions au porteur.

Pour ce qui est des actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois sur le transport des créances. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis et/ou autorisé peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente jours.

Par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat d'actions. La Société peut racheter ses propres actions. L'acquisition et la détention de ses actions propres se fera conformément aux conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Chapitre III.- Conseil d'Administration, Commissaire aux comptes

Art. 9. Gestion. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non (le «Conseil d'Administration»).

Les Administrateurs seront nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut nommer un ou plusieurs administrateurs de catégorie A (les «Administrateurs de Catégorie A») et un ou plusieurs administrateurs de catégorie B (les «Administrateurs de Catégorie B»).

En cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, les administrateurs restants ont le droit d'élire par cooptation un autre administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui devra ratifier la cooptation ou élire un nouveau membre du Conseil d'Administration.

Si un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie A et un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie B sont nommés, un nouvel administrateur nommé en remplacement d'un administrateur, deviendra Administrateur de Catégorie A s'il remplace un Administrateur de Catégorie A et Administrateur de Catégorie B s'il remplace un Administrateur de Catégorie B.

Les actionnaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la société.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par les Statuts ou par la Loi à l'assemblée générale ou au(x) commissaire(s) aux comptes relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Rémunération et dépenses. Les membres du Conseil d'Administration peuvent être rémunérés pour la gestion de la Société et sont, en plus, remboursés de leurs dépenses engagées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social.

Art. 12. Responsabilité du Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leur fonction, ils prennent des engagements pour le compte de la Société. Chaque administrateur est uniquement responsable de l'accomplissement de ses devoirs à l'égard de la Société.

Art. 13. Délégation de pouvoirs - Représentation de la Société. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix. La délégation de la gestion journalière de la Société à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux Administrateurs. Nonobstant ce qui précède, si un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie A et un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie B sont nommés, vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe d'un Administrateurs de Catégorie A et d'un Administrateurs de Catégorie B. Vis-à-vis des tiers, la Société sera également engagée par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, fondés de pouvoirs ou employés de la Société ont un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en sont administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un administrateur aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, il devra en aviser le Conseil d'Administration et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

La Société indemnisera les membres du Conseil d'Administration, fondés de pouvoirs ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'il ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoirs ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrange-

ment transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

Art. 15. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil d'Administration et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration (le «Secrétaire»).

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore à la majorité des membres présents.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord écrit préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration devra être transmise, une semaine au moins avant la date prévue pour la réunion, par tout moyen permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil d'Administration, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute assemblée du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration choisira de temps à autre. Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des membres du Conseil d'Administration est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés lors de la réunion.

Un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les membres du Conseil d'Administration est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Art. 16. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et le Secrétaire (s'il y en a) ou par deux membres du Conseil d'Administration.

Art. 17. Commissaires aux comptes. Les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables devront être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Le ou les commissaires aux comptes seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués, à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV.- Assemblée générale des actionnaires

Art. 18. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par les présents Statuts et par la Loi.

Art. 19. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations le dernier vendredi du mois de mai à dix (10.00) heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres assemblées générales. Le Conseil d'Administration ou le ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer des assemblées générales (en plus de l'assemblée générale annuelle). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le Conseil d'Administration, le requièrent.

Art. 21. Convocation des assemblées générales. Les actionnaires se réunissent après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une notice de convocation de l'assemblée générale conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ou par la Loi. La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires.

L'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire doit également indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, pouvant être transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, actionnaire ou non. Le Conseil d'administration peut arrêter la forme des procurations et peut exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par lui au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée. Tout actionnaire, personne morale, peut donner procuration par l'intermédiaire d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser toute personne qu'elle estime apte à agir comme son représentant à une assemblée générale des actionnaires, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs de représentation que le Conseil d'Administration pourrait exiger. Le Conseil d'administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des actionnaires.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-proprétaire d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions doivent désigner une seule personne pour les représenter à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 23. Procédure. Chaque assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président ou par une personne désignée par le Conseil d'Administration.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un scrutateur parmi les actionnaires présents ou représentés.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 24. Prorogation. Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale à quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital émis.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà prise.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 25. Vote. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix, dans les limites fixées par la Loi.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple, sans considération du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée en conformité avec les Statuts ou la Loi en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis.

Pour que les résolutions proposées soient adoptées et sauf disposition contraire de la Loi, une majorité de deux tiers des votes des actionnaires présents ou représentés est requise à ces assemblées.

Art. 26. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée et le scrutateur de l'assemblée et peuvent être signés par tout actionnaire ou mandataire d'actionnaire qui en fait la demande.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs doivent être signés par le Président.

Chapitre V.- Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 27. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de mois de janvier de chaque année et finit le dernier jour de mois de décembre de la même année.

Art. 28. Approbation des comptes annuels. Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions de la Loi et de la pratique comptable luxembourgeoise. Les comptes annuels sont présentés à l'assemblée générale des actionnaires, qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Art. 29. Répartition des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis.

Après l'affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer ensemble avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux actionnaires comme dividendes, chaque action donnant droit à une même proportion dans cette distribution.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi et conformément aux dispositions qui précèdent. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 30. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute avant le terme prévu à l'article 4 des présents Statuts par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les actionnaires conformément aux règles de distribution de dividendes et de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles de distribution de dividendes.

Chapitre VII.- Loi applicable

Art. 31. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Les comparants ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Actionnaires	Capital souscrit et libéré en numéraire	Nombre d'actions
1) EYE, 1 S.à r.l.	EUR 30.998,75	24.799 actions
2) CANDOVER PARTNERS LIMITED	EUR 1,25	1 action
Total:	EUR 31.000,-	24.800 actions

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 2.500,-.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence à la date de constitution et finit le dernier jour de mois de décembre. L'assemblée générale annuelle se réunit donc pour la première fois en 2007.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, représentant la totalité du capital souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Ont Décidé de fixer à trois (3) le nombre des administrateurs et de nommer pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2007:

- en tant qu'Administrateurs de Catégorie A:

M. Cyril Zivré, administrateur, demeurant professionnellement au 21-25 rue Balzac, F-75008 Paris (France);

M. Nils Stoesser, administrateur, demeurant professionnellement au 20 Old Bailey; EC4M 7LN London (United Kingdom);

- en tant qu'Administrateur de Catégorie B:

M. Xavier Pauwels, administrateur, demeurant professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

2. Ont Décidé de fixer à un (1) le nombre des commissaires aux comptes et décidé de nommer Pricewaterhouse-Coopers S.à.r.l, une société à responsabilité limitée, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg commissaire aux comptes pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2007.

3. Ont Décidé de fixer le siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

4. Décidé d'autoriser le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à tel(s) membre(s) du conseil d'administration que celui-ci jugera appropriés de temps à autre.

Dont acte, fait et passé par le notaire instrumentaire à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Scarpa, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2006, vol. 29CS, fol. 21, case 5. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2006.

J. Elvinger.

(083156.3/211/671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2006.

LEOPARD FUND, Fonds Commun de Placement.

Modifications apportées au règlement de gestion du FCP LEOPARD FUND, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2006, réf. LSO-BU02643, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2006.

Pour LEOPARD FUND FCP

SANTANDER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Société de Gestion

EURO-VL LUXEMBOURG S.A.

Corporate and Domiciliary Agent

Signatures

(098442.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2006.

FLORUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1542 Luxembourg, 28, rue Jean-Baptiste Fresez.

R. C. Luxembourg B 79.136.

Extrait des résolutions et décisions prises à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 31 mai 2006

Il a été décidé de nommer:

1) Monsieur Bernard Gabriel André Bontoux, administrateur de société, né à Nancy (France), le 27 septembre 1937, demeurant à CH-1172 Bougy-Villars, Chemin du Creux du Chable, comme administrateur de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'année 2009;

2) CITRA S.A., immatriculée au registre de commerce de Luxembourg avec le n° B 79.127, ayant son siège social au 28, rue Jean-Baptiste Fresez, 1542 Luxembourg jusqu'à l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'année 2006; en complément de l'administrateur en fonction, Monsieur Jérôme Théot, résidant au 21, rue Bosveldweg, Uccle, Belgique, dont le mandat avait été donné jusqu'au 7 octobre 2009;

3) La société DELOITTE LUXEMBOURG, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg avec le n° B 67.895, résidant au 560, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg, comme commissaire à charge d'établir les rapports sous les normes INTERNATIONAL STANDARD ON AUDITING (ISA) de la Société pour l'exercice 2006.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2006, réf. LSO-BS02478. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076691.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2006.

TRIEF CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1050 Luxembourg, 50, rue de Beggen.

R. C. Luxembourg B 50.162.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 2 août 2006, réf. LSO-BT01170, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2006.

Pour TRIEF CORPORATION S.A., Société Anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

C. Day-Royemans / S. Wallers

(081562.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2006.

ICGRedStone, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Registered office: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.
R. C. Luxembourg B 118.244.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twentieth day of July.
Before Maître Henri Hellinckx notary, residing in Mersch.

There appeared:

ICGluxhold, S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and whose registration number with the Luxembourg Register of Commerce and Companies is pending.

The appearer for the above is here represented by Mrs Arlette Siebenaler, employee, residing professionally in Mersch by virtue of one proxy given under private seal dated July 19, 2006.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company («société privée à responsabilité limitée»):

Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate name

1.1 There is formed a private limited liability company under the name ICGRedStone, S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Registered office

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Art. 3. Object

3.1 The Company's object is to invest in real estate directly or indirectly in Luxembourg and abroad and to acquire or sell or other disposition and to hold, directly or indirectly, interests in Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such real estate or such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the «Connected Companies»), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;
- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law.

3.4 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

Art. 4. Duration

4.1 The Company is established for a limited period of ten years.

Chapter II.- Capital, Shares

Art. 5. Share capital

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares of twenty-five Euros (EUR 25) each (hereafter referred to as the «Shares»). The holders of the Shares are together referred to as the «Shareholders».

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III.- Management

Art. 8. Management

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the «Sole Manager». In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers («conseil de gérance») (hereafter the «Board of Managers»).

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the sole manager or of the board of managers

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

Art. 11. Delegation and agent of the sole manager or of the board of managers

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any two managers may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the board of managers

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV.- General Meeting of shareholders

Art. 13. Powers of the General Meeting of shareholder(s) - Votes

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

Chapter V.- Business year

Art. 14. Business year

14.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution right of shares

15.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

15.2 From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

15.5 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI.- Liquidation

Art. 16. Dissolution and liquidation

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII.- Applicable law

Art. 17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2006.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

ICGluxhold, S.à r.l., prenamed 500 Shares

Total: five hundred Shares 500 Shares

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,800.-.

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, IC HOLDING CAYMAN Ltd representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined period:
Stéphane Weyders, born on 2 January 1972 in Arlon (Belgium) and residing at 25, rue de Cessange, L-3347 Leudelange (Grand Duchy of Luxembourg),
Karel Heeren, born on 14 February 1973 in Genk (Belgium) and residing at 19 bte 13 rue du Waschbourg, 6700 Arlon (Belgium), and
Jean R. Lemaire, born on 10 July 1953 in Bastogne (Belgium) and residing at 32A, rue Léandre Lacroix L-1913 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).
- In accordance with article 10 of the by-laws, towards third parties, the Company shall be bound, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of plurality of managers, by any two managers.
- 2) The Company shall have its registered office at 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Mersch.

Ont comparu:

ICGluxhold, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg) et dont l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg est pendante.

La comparante ci-dessus est représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Mersch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 19 juillet 2006.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre 1^{er}. - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de ICGRedStone, S.à r.l qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège social

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Objet

3.1 L'objet de la Société est d'investir dans les biens immobiliers directement ou indirectement à Luxembourg et à l'étranger, ainsi que d'acquérir, vendre ou tout autre acte de disposition et détenir, directement ou indirectement, des intérêts dans des entités luxembourgeoises ou étrangères, notamment au biais de la souscription ou de l'acquisition de tous titres ou droits par voie de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière ou d'instruments financiers de dette sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, le développement et la gestion de tels biens immobiliers ou de tels intérêts.

3.2 La Société pourra également apporter toute assistance, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité susceptible d'être considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité susceptible d'être considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission privée de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments de dette ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, dans des conditions considérées comme appropriées, avec ou sans sûretés;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou des Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.4 La Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les Sociétés de participation financières.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée limitée à dix ans.

Titre II.- Capital, Parts

Art. 5. Capital social

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents (12.500 EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales (les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euro (25 EUR) chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont dénommés ci-après les «Associés».

5.2 En dessus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Art. 6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des parts

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

Titre III.- Gérance

Art. 8. Gérance

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est dénommé ci-après le «Gérant Unique». En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (ci-après, le «Conseil de Gérance»).

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

Art. 9. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, sans préjudice des articles 8 et 10 des présents Statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par deux gérants.

Art. 11. Délégation et mandataire du gérant unique et du conseil de gérance

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants peut/peuvent déléguer ses/leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants détermine(nt) les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Réunion du conseil de gérance

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants est valable et valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV.- Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux assemblées à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en désignant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Les décisions collectives ne sont valablement prises que si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve de toutes autres dispositions légales.

Titre V.- Exercice social

Art. 14. Exercice social

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social.

Art. 15. Droit de distribution des parts

15.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

15.2 Du bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

15.5 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Titre VI.- Liquidation

Art. 16. Dissolution et liquidation

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII.- Loi applicable

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

85468

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

ICGluxhold, S.à r.l., prénommée:	500 Parts Sociales
Total: cinq cents Parts Sociales	500 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) correspondant à un capital de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.800.-.

Assemblée Générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, IC HOLDING CAYMAN Ltd, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, ont pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés Gérants de la Société pour une période indéterminée:

Stéphane Weyders, né le 2 janvier 1972 à Arlon (Belgique) et résidant à 25, rue de Cessange, L-3347 Leudelange (Grand-Duché du Luxembourg),

Karel Heeren, né le 14 février 1973 à Genk (Belgique) et résidant au 19 bte 13 rue du Waschbourg, 6700 Arlon (Belgique), et

Jean R. Lemaire, né le 10 juillet 1953 à Bastogne (Belgique) et résidant au 32A, rue Léandre Lacroix L-1913 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg).

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société se trouvera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de pluralité de gérants, par deux gérants.

2) Le siège social de la Société est établi au 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg Grand-Duché du Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Siebenaler, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 31 juillet 2006, vol. 437, fol. 85, case 6. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff.(signé): E. Weber.

Pour copie conforme, délivrée par Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 août 2006.

A. Holtz.

(084048.3/242/418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2006.

PAMPLONA PE HOLDCO 4 S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 118.106.

—
STATUTES

In the year two thousand six, on the twenty-eighth of July.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing at Remich (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. PAMPLONA CAPITAL PARTNERS I LP, a limited partnership incorporated under the laws of Cayman Island, having its registered office at c/o M&C Corporate Services Ltd, PO Box 309 GT, Uglund House, South Church Street, George Town, Grand Cayman acting through its General Partner Pamplona Private Equity Advisors I Ltd; and

2. Mr. Pavel Nazarian, company executive, with professional address at 22, Grand-Rue, 2nd Floor, L-1660 Luxembourg;

all represented by Mr. Raphaël Poncelet, expert-comptable, residing in Luxembourg, by virtue of two proxies given on July 27, 2006.

The proxies given, signed ne varietur by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a Company which they form between themselves:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There exists among the present shareholders and all those who may become holders of shares a «société anonyme» (the «Company») under the name of PAMPLONA PE HOLDCO 4 S.A.

Art. 2. Registered office.

- (1) The registered office is established in the City of Luxembourg.
- (2) It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.
- (3) The address of the registered office may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors.
- (4) Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.
- (5) In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.
- (6) The Company's books and records (including all correspondence) will be kept at the registered office.

Art. 3. Purpose

- (1) The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance as e.g. pledges, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; to borrow funds and issue bonds and other securities to a limited number of subscribers and, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.
- (2) The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration

- (1) The Company is established for an unlimited duration.
- (2) It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner provided by these articles of incorporation and by the law.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital - Shares

- (1) The subscribed capital of the Company is set at fifty thousand Euro (EUR 50,000.-), represented by Forty Thousand (40,000) shares with a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each.
- (2) All the shares are fully paid up.
- (3) The authorised capital of the Company is set at one million Euro (EUR 1,000,000.-) represented by eight hundred thousand (800,000) shares with a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each.
- (4) As a consequence the board of directors is authorised and empowered to:
 - implement the capital increase by issuing from time to time new shares to be paid up in cash or by way of contribution of assets in kind, by incorporating reserves or profits carried forward or in any other manner, including the exercise of warrants and the conversion of convertible bonds;
 - fix the place and the date of the issue or the successive issues of shares, the issue price, with or without a premium, and the terms and conditions of subscription and payment of the new shares;
 - abolish or limit the preferential subscription right of the shareholders when proceeding to the issue of new shares to be paid up in cash.
- (5) The above mentioned authorisation will be valid for a period of five years from the date of publication of the present deed and it may be renewed by a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders as to the shares of the authorised capital which will not have been issued by the board of directors before then.
- (6) Each time the board of directors acts to render effective the increase of capital as authorised above, the present article of the articles incorporation shall be amended so as to reflect the increase of the subscribed capital, and the board of directors or any person authorised by the board shall state such amendment in the form prescribed by law.

Art. 6. Increase and reduction of capital

(1) The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times, by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the articles of incorporation and prescribed by law.

(2) The new shares to be subscribed in cash will be offered by preference to the shareholders in proportion to the part of the capital which is represented by their shares. The general meeting will fix the period for exercising the preferential

subscription right. It will grant to the board of directors any powers in order to carry out the decisions adopted and to fix the conditions of exercise of the preferential subscription right.

(3) However, by way of derogation from the above, the general meeting may, in accordance with the conditions provided in the law, abolish or limit the preferential subscription right or authorize the board of directors to do so.

Art. 7. Acquisition of proper shares. The Company may acquire its own shares in accordance with the conditions provided in the law. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law.

Art. 8. Form of shares - Shareholders' register

(1) Shares will be and remain in registered form.

(2) A shareholders' register will be kept at the registered office and it may be examined by each shareholder who so requires. The register will contain:

- the precise designation of each shareholder and the indication of the number of his shares;
- the indication of the payments made on his shares;
- the transfers of shares and the dates thereof.

(3) Each shareholder will notify to the Company by registered letter his address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

(4) The ownership of the registered share will result from the inscription in the shareholders' register.

(5) Certificates reflecting these inscriptions will be delivered to the shareholders.

(6) The transfer of shares will be made by declaration of transfer registered in the same register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representatives, as well as on the basis of the provisions on the transfer of claims laid down in article 1690 of the code civil. The Company may accept and register in the register any transfer recorded in any correspondence or other documents establishing the consent of the transferor and the transferee.

(7) Any inscription in the shareholders' register will be made by the board of directors or by any person duly authorized to that effect by the board of directors.

III. Administration - Management - Representation - Auditor**Art. 9. Board of directors**

(1) The Company will be administered by a board of directors of at least three members; a majority of which shall have their place of residence in Luxembourg and who need not be shareholders and who will be elected by the meeting of the shareholders for a period not exceeding six years.

(2) Directors are always re-eligible and they may be removed at any time by the meeting of the shareholders with or without cause.

(3) The mandate of the directors who have not been re-elected will terminate immediately after the ordinary general meeting of shareholders of the year in the course of which their mandate will expire.

Art. 10. Vacancy

(1) In the event of a vacancy on the board of directors, such vacancy may be filled by the remaining directors in the manner provided by law. In such an event the next shareholders' meeting will proceed to the final election.

(2) A director elected in replacement of another director whose mandate has not expired will terminate the mandate of his predecessor.

Art. 11. Chairman

(1) The board of directors will choose from among its Luxembourg resident members a chairman.

(2) In the absence of the chairman, the directors present at the meeting will appoint another director as chairman pro tempore.

Art. 12. Meetings

(1) Meetings of the board of directors will be convened and presided by the chairman or, in his absence, by the director replacing him.

(2) The board of directors will meet as often as the Company's interests so require, or each time two directors at least so require. The meetings will normally be held in Luxembourg at the place stated in the convening notice.

Art. 13. Procedure

(1) The board of directors may deliberate or act validly only if a majority of its members are present or represented, provided that non-Luxembourg resident directors may not constitute a majority of the directors present at the meeting.

(2) Any director may appoint in writing, by cable or by fax another director as his proxy in order to represent him at a determined meeting of the board of directors and to vote on his behalf. The director acting by proxy will be deemed to be present for the purpose of his vote.

(3) Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons attending the meeting to hear one another, provided that no director may participate telephonically from outside Luxembourg at such meeting. Any participation to a conference call initiated and

chaired by a director located in Luxembourg shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

(4) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting of the board of directors. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the board of directors held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

(5) Any resolutions of the board are adopted by a majority of the directors holding office.

(6) The exclusive and effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall be carried out in or from Luxembourg.

Art. 14. Minutes

(1) The resolutions adopted by the board of directors will be minuted. The minutes will be signed by the chairman of the meeting and by one other director. The minutes relating to resolutions adopted by circular vote will be signed by the chairman of the board and by one other director. The proxies, the votes and opinions expressed in writing, by cable or by fax will remain attached thereto.

(2) Copies or extracts of such minutes which need to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board, by any director or by the person(s) to whom the daily management of the Company has been delegated.

(3) The minutes will be kept at the Company's registered office.

Art. 15. Powers. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object, except the powers which are expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders.

Art. 16. Daily Management

(1) The board of directors may delegate the daily management and the representation of the Company within such daily management to one or more persons. It appoints and removes the persons to whom such management has been delegated, who may, but need not be directors, and fixes their remuneration and determines their powers.

(2) The delegation of the daily management to a member of the board of directors is subject to the prior authorization of the general meeting of shareholders and imposes on the board the duty to annually report to the ordinary general meeting of shareholders on the salaries, compensation and benefits whatsoever allocated to the delegate.

(3) The board of directors and the persons to whom the daily management has been delegated, within the limits of such management, may also delegate special and determined powers to one or several persons chosen by them.

(4) The board of directors may establish one or several committees, whose members need not be directors, and determine their composition and powers.

Art. 17. Representation

(1) The Company will be bound in any acts, including those requiring the intervention of a public officer or notary public, and in judicial proceedings, by the sole signature of any director.

(2) It will also be validly bound by any persons to whom special powers have been granted, but only within the limits of such powers.

Art. 18. Statutory Auditor

(1) The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or several auditors, who need not be shareholders, and who will be elected by the meeting of the shareholders for a period not exceeding six years.

(2) They are always re-eligible and they may be removed at any time by the general meeting of shareholders.

(3) The general meeting of shareholders determines the number of the auditors.

(4) The mandate of the auditors who have not been re-elected will terminate immediately after the ordinary general meeting of shareholders of the year in the course of which their mandate will expire.

(5) The duties and the powers of the auditors will be those provided for in the law.

IV. General Meetings of shareholders

Art. 19. Powers

(1) Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

(2) Its decisions adopted in conformance with these articles of incorporation and the law are binding on all the shareholders, including the absent or dissenting shareholders.

Art. 20. General Meetings of shareholders

(1) The annual general meeting of the shareholders will be held each year on the sixteenth day of the month of June, at 12.00 noon, local time.

(2) If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day, at the same hour.

(3) Shareholders' meetings, whether ordinary or extraordinary, will be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice convening the meeting.

(4) Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Convening right

(1) The board of directors will convene the shareholders' meeting.

(2) A shareholders' meeting must be convened so as to be held within one month if one or more shareholders representing at least 20% of the Company's capital so require. Such request must be in writing and specify the items to be put on the agenda.

Art. 22. Convening notices

(1) The notices convening the shareholders' meetings will be made by registered letter sent to each shareholder at the address listed in the shareholders' register.

(2) If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have knowledge of the agenda thereof, the meeting may be held without prior notice.

Art. 23. Representation. Each shareholder may act at any shareholders' meeting by appointing in writing as his proxy another person who need not be a shareholder.

Art. 24. Bureau

(1) Each shareholders' meeting will be chaired by the chairman of the board or, in his absence, by the person appointed by the shareholders.

(2) The chairman of the meeting appoints a secretary and the meeting elects one or more scrutineers. They together form the bureau.

Art. 25. Voting right. Each share has one vote.

Art. 26. Decisions of the shareholders' meeting

(1) The general meeting may only deliberate on the items on the agenda.

(2) Except as otherwise required by law, the resolutions will be adopted by a majority of the votes, whatever the number of the shares represented.

(3) The general meeting convened for the purpose of amending the articles of incorporation can only be validly held if the agenda specifies the proposed amendments and, if applicable, contains the text of those relating to the Company's object or form. In the meeting, in order to be valid, the resolutions need to be adopted by a two-thirds majority of the votes of all the shares present or represented.

Art. 27. Minutes

(1) The minutes of the general meeting of shareholders will be signed by the members of the bureau and by the shareholders who so request.

(2) Copies or extracts of such minutes which need to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board, by any director or by the person(s) to whom the daily management of the Company has been delegated.

(3) The minutes will be kept at the Company's registered office.

V. Annual Accounts - Appropriation of profits**Art. 28. Accounting Year**

(1) The accounting year of the Company will begin on the 1st January and will terminate on the 31st December of each year.

(2) Each year the board of directors will draw up an inventory and prepare, in conformance with the law, the annual accounts, which include the balance-sheet, the profit and loss account and the notes.

Art. 29. Approval of the annual accounts - Discharge

(1) The general meeting of shareholders hears the management report, examines the report of the auditor and, if thought fit, approves the accounts.

(2) After approval of the accounts, the general meeting, by separate vote, decides on the discharge of the directors and of the auditors.

Art. 30. Publicity. The annual accounts, the management report and the documents provided for in the law will be made public in the manner provided for in the law.

Art. 31. Distribution of profits

(1) An amount equal to at least one twentieth of the net profits shown in the balance-sheet, less the general expenses and the provisions deemed necessary, and any other expenses, must be set aside annually from such profits for the purpose of forming the reserve prescribed by law. That allocation ceases to be necessary as soon and as long as the said reserve will be equal to one tenth of the Company's capital.

(2) The general meeting of shareholders will have discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserves or carry it forward.

Art. 32. Dividends

(1) The board of directors will decide the time and place of payment of any dividend.

(2) The board of directors may declare and pay interim dividends in accordance with the law.

VI. Dissolution - Liquidation**Art. 33. Dissolution - Liquidation**

(1) In the event of the dissolution of the Company for any reason and at any moment whatsoever, liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed by the general meeting of shareholders deciding such liquidation, which, as the case may be, will determine their powers and their compensation. The power to amend the articles of incorporation, if so justified by the needs of the liquidation, remains with the general meeting.

(2) The powers of the directors will come to an end by the appointment of the liquidators.

Art. 34. Allocation of the surplus. After payment of all debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the shareholders in proportion to the shares which they hold.

VII. General provision

Art. 35. Application of the law. All matters not governed by these articles of incorporation will be determined in accordance with the law of 10th August, 1915 on commercial companies as amended.

Transitory provisions

- 1) The first fiscal year will begin on the date of formation of the Company and will end on December 31, 2006.
- 2) The first annual general meeting will be held in the year 2007.

Subscription and liberation

The shares have been subscribed as follows:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of shares	Paid up Capital
PAMPLONA CAPITAL PARTNERS I L.P., prenamed	EUR 49,998.75	39,999	EUR 49,998.75
Mr. Pavel Nazarian, prenamed	EUR 1.25	1	EUR 1.25
Total:	EUR 50,000.-	40,000	EUR 50,000.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the law of August tenth nineteen hundred and fifteen, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand five hundred euro (2.500.- EUR).

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Extraordinary General Meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending at the annual meeting of shareholders to be held in the year 2007:

- 1) Mr. Pavel Nazarian, company executive, residing professionally at 22, Grand-Rue, 2nd Floor, L-1660 Luxembourg.
- 2) Mr. Vincent Goy, company director, residing professionally at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 3) Mr. Maxime Molter, private employee, residing professionally at 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Second resolution

ERNST & YOUNG S.A., société anonyme, having its registered office at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, has been appointed statutory auditor for a period ending with the next annual general meeting.

Third resolution

The registered office is fixed at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

On the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-huit juillet.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Rémich (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- PAMPLONA CAPITAL PARTNERS I LP, une société de droit du Grand Cayman, ayant son siège social à c/o M&C Corporate Services Ltd, PO Box 309 GT, Uglan House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, agissant au travers de son General Partner Pamplona Private Equity Advisors I Ltd;

2.- Monsieur Pavel Nazarian, dirigeant de sociétés, avec adresse professionnelle au 22, Grand-Rue, 2ème étage, L-1660 Luxembourg;

tous représentés par Monsieur Raphaël Poncelet, expert-comptable, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux procurations données le 27 juillet 2006.

Ces procurations, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant en leurs susdites qualités, ont requis le notaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

I. Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme (la «Société») qui sera dénommée PAMPLONA PE HOLDCO 4 S.A.

Art. 2. Siège social

- (1) Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.
- (2) Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts.
- (3) Le siège social pourra être transféré dans la commune par une décision du conseil d'administration.
- (4) Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du conseil d'administration.
- (5) Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.
- (6) Les livres et dossiers de la Société (y compris toute la correspondance) seront conservés au siège social.

Art. 3. Objet

(1) L'objet de la société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

(2) La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée

- (1) La Société est constituée pour une durée illimitée.
- (2) Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions prévues par les présents statuts et par la loi.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital social - Actions

(1) Le capital social souscrit de la Société est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-), divisé en quarante mille (40.000) actions d'une valeur nominale de un euro vingt-cinq cents (EUR 1.25) par action.

(2) Les actions sont entièrement libérées.

(3) Le capital autorisé est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) représenté par huit cent mille (800.000) actions d'une valeur nominale de un euro vingt-cinq cents (EUR 1.25) par action.

(4) En conséquence, le conseil d'administration est autorisé à et mandaté pour:

- augmenter le capital social en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces ou d'apports en nature ou par voie d'incorporation de réserves, de bénéfices reportés ou de toute autre manière, y compris l'exercice de warrants et la conversion d'obligations convertibles;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, y compris toutes primes d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires dans le cas d'émission d'actions nouvelles contre apports en espèces.

(5) Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et elle peut être renouvelée par décision d'une assemblée générale extraordinaire quant aux actions du capital autorisé qui, d'ici là, n'auraient pas été émises par le conseil d'administration.

(6) Chaque fois que le conseil d'administration aura procédé à une augmentation de capital telle qu'autorisée plus haut, le présent article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue, et cette modification sera constatée dans la forme prescrite par la loi par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 6. Augmentation et réduction du capital social

(1) Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution des actionnaires adoptée selon la procédure prévue pour une modification des statuts et par la loi.

(2) Les nouvelles actions à souscrire par apport en espèces seront offertes de préférence aux actionnaires proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent par leurs actions. L'assemblée générale déterminera la période pour exercer le droit de souscription préférentiel. Elle accordera au conseil d'administration tous pouvoirs pour exécuter les décisions adoptées et pour déterminer les conditions d'exercice de ces droits préférentiels.

(3) Cependant, par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'assemblée générale peut, en accord avec les conditions prévus par la loi, décider d'écarter ou de limiter ce droit de souscription préférentiel ou autoriser le conseil d'administration à le faire.

Art. 7. Rachat d'actions propres. La Société peut racheter ses propres actions selon les conditions prévues par la loi. L'acquisition et la détention de ses actions propres se fera en accord avec les conditions et dans les limites établies par la loi.

Art. 8. Forme des actions - Registre des actionnaires

(1) Les actions sont et resteront nominatives.

(2) Un registre des actionnaires sera tenu au siège social et pourra être examiné par tout actionnaire qui le demande. Ce registre contiendra:

- la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions;
- l'indication des paiements effectués sur ses actions;
- les transferts des actions avec leur date.

(3) Chaque actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse communiquée.

(4) La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

(5) Des certificats reflétant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

(6) Le transfert d'actions sera faite par déclaration de transfert, inscrite au même registre, datée et signée par le cessionnaire et le cédant ou par leur représentants, de même que sur la base des dispositions sur le transport de créance de l'article 1690 du code civil. La Société peut accepter et inscrire au même registre tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cessionnaire et du cédant.

(7) Toute inscription dans le registre des actionnaires sera faite par le conseil d'administration ou par toute personne mandatée à ces fins par le conseil d'administration.

III. Administration - Gérance - Représentation- Commissaire aux comptes

Art. 9. Conseil d'Administration

(1) La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, dont une majorité d'entre eux doivent avoir leur lieu de résidence au Luxembourg, actionnaires ou non, qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, pour une durée qui ne peut dépasser six ans.

(2) Les administrateurs sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

(3) Le mandat des administrateurs qui n'ont pas été réélus se terminera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année au cours de laquelle leur mandat expire.

Art. 10. Vacance

(1) En cas de vacance au sein du conseil d'administration, il pourra y être pourvu par les administrateurs restants selon les modalités prévues par la loi. Dans ce cas, la prochaine assemblée générale des actionnaires procédera à l'élection définitive.

(2) Un administrateur élu en remplacement d'un autre administrateur dont le mandat n'est pas encore expiré finira le mandat de son prédécesseur.

Art. 11. Président

(1) Le conseil d'administration choisira parmi ses membres résidents au Luxembourg un président.

(2) En l'absence de ce président, les administrateurs présents à la réunion désigneront un autre administrateur comme président pro tempore.

Art. 12. Réunions

(1) Les réunions du conseil d'administration seront convoquées et présidées par le président ou, en son absence, par l'administrateur le remplaçant.

(2) Le conseil d'administration se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société le requièrent, ou chaque fois qu'au moins deux administrateurs le demandent. La réunion se tiendra normalement au Luxembourg au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Art. 13. Procédure

(1) Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée, pourvu que les administrateurs non-résidents luxembourgeois ne constitue pas une majorité d'administrateurs présents lors de la réunion.

(2) Tout administrateur pourra se faire représenter à une réunion déterminée du conseil d'administration en désignant par écrit, par télécopie ou par câble un autre administrateur comme son mandataire, qui votera en son nom. L'administrateur agissant par l'intermédiaire d'un mandataire est considéré comme présent en ce qui concerne le vote.

(3) Tout administrateur peut prendre part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant aux personnes qui participent à la réunion de s'écouter simultanément, pourvu qu'aucun administrateur ne participe téléphoniquement à cette réunion en dehors du Luxembourg. Toute participation à une conférence téléphonique initiée et présidée par un administrateur situé au Luxembourg sera censée être équivalente à une présence physique lors de la réunion et la réunion tenue sous cette forme sera censée s'être tenue au Luxembourg.

(4) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs seront valides de la même manière que si elles avaient été approuvées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur plusieurs documents d'une résolution identique et peuvent être envoyées par lettre, telefax ou telex. Une réunion du conseil d'administration tenue par vote circulaire en censée s'être tenue au Luxembourg.

(5) Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

(6) Le lieu effectif et exclusif de l'administration devra être au Luxembourg. Toute activité d'administration devra être effectué de ou au Luxembourg.

Art. 14. Procès-verbaux

(1) Toute réunion du conseil d'administration fera l'objet d'un procès-verbal. Les procès-verbaux seront signés par le président de la réunion ou par un autre administrateur. Les procès-verbaux des résolutions adoptées par vote circulaire seront signés par le président de la réunion ou par un autre administrateur. Les procurations, les votes et les opinions exprimées par écrit, par câble ou par fax resteront annexés aux procès-verbaux.

(2) Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par un administrateurs ou par la personne chargée de la gestion journalière de la Société.

(3) Les procès-verbaux seront conservés au siège social de la Société.

Art. 15. Pouvoirs. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, sauf ceux qui sont réservés expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts.

Art. 16. Gestion journalière

(1) Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs personnes. Il nomme et révoque les personnes à qui la gestion journalière a été confiée, qui n'auront pas besoin d'être administrateur, fixe leur rémunération et détermine leurs pouvoirs.

(2) La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale et impose au Conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

(3) Le conseil d'administration et les personnes à qui la gestion journalière a été déléguée, dans les limites de cette délégation, peuvent aussi déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes choisies par eux.

(4) Le conseil d'administration peut établir un ou plusieurs comités, dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs, et détermine leur composition et leurs pouvoirs.

Art. 17. Représentation

(1) La Société sera engagée dans tous actes, y compris ceux qui nécessitent l'intervention d'un officier public ou d'un notaire, et dans les procédures judiciaires par la signature individuelle d'un administrateur.

(2) Elle sera valablement engagée par toutes personnes à qui un pouvoir de signature spécial aura été accordé, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 18. Commissaire aux comptes

(1) Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non, qui seront nommés par l'assemblée générale, pour une durée qui ne peut dépasser six ans.

(2) Ils sont rééligibles et ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée générale.

(3) L'assemblée générale détermine le nombre des commissaires aux comptes.

(4) Le mandat des commissaires aux comptes qui n'ont pas été réélus prendra fin immédiatement après l'assemblée générale des actionnaires de l'année au cours de laquelle leur mandat se termine.

(5) Les devoirs et pouvoirs des commissaires aux comptes seront ceux déterminés par la loi.

IV. Assemblée générale des actionnaires

Art 19. Pouvoirs de l'assemblée générale

(1) Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

(2) Les décisions sont adoptées conformément aux présents statuts et la loi et elles lient tous les actionnaires, y compris les absents et les dissidents.

Art. 20. Assemblée générale

(1) L'assemblée générale annuelle se réunit le seizième jour du mois de juin de chaque année à 12.00 heures, heure locale.

(2) Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

(3) Les assemblées générales ordinaires aussi bien qu'extraordinaires se réunissent au siège social de la Société ou à tel autre endroit au Luxembourg indiqué dans les avis de convocations.

(4) Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 21. Convocation

- (1) Les assemblées générales seront convoquées par le conseil d'administration.
- (2) Les assemblées générales devront être convoquées de façon à se réunir dans le mois qui suit si un ou plusieurs actionnaires, réunissant au moins 20% du capital social, le demandent. Une telle requête doit être faite par écrit et indiquer l'ordre du jour.

Art. 22. Avis de convocation

- (1) L'avis de convocation sera envoyé par lettre recommandée à chaque actionnaire à l'adresse indiquée sur le registre des actionnaires.
- (2) Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Art. 23. Représentation. Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Art. 24. Bureau

- (1) Chaque assemblée générale sera présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par la personne désignée par les actionnaires.
- (2) Le président nomme un secrétaire et l'assemblée élit un ou plusieurs scrutateurs. Ensemble ils forment le bureau.

Art. 25. Droit de vote. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 26. Décisions de l'assemblée générale

- (1) L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur les points prévus à l'ordre du jour.
- (2) Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions seront adoptées à la majorité des votes, peu importe le nombre d'actions représentées.
- (3) L'assemblée générale modificative des statuts ne peut être valablement tenue que si l'ordre du jour contient en détail les modifications proposées et, le cas échéant, s'il contient le texte des modifications de l'objet ou de la forme de la Société. Pour être valables, lors de l'assemblée, les décisions doivent être prises à la majorité des deux tiers des votes de toutes les actions présentes ou représentées.

Art. 27. Procès-verbaux

- (1) Les procès-verbaux de l'assemblée seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui en fait la demande.
- (2) Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, par un administrateur ou par toute(s) autre(s) personne(s) à qui la gestion journalière de la Société a été déléguée.
- (3) Les procès-verbaux seront conservés au siège social de la Société.

V. Comptes annuels - Répartition des bénéfices**Art. 28. Année sociale**

- (1) L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.
- (2) Le conseil d'administration, chaque année, fait un inventaire et prépare, suivant les dispositions de la loi, les comptes annuels, qui incluent le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe.

Art. 29. Approbation des comptes annuels - Décharge

- (1) L'assemblée générale des actionnaires entend les rapports des administrateurs, examine le rapport des commissaires aux comptes et, si elle le juge approprié, approuve les comptes annuels.
- (2) Après approbation des comptes, l'assemblée générale, par vote spécial, se prononce sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Art. 30. Publicité

Les comptes annuels, le rapport de gestion et les documents prévus par la loi sont publiés conformément aux dispositions de la loi.

Art. 31. Affectation des bénéfices

- (1) Une somme au moins égale à un vingtième des bénéfices nets résultant du bilan, diminuée des frais généraux et des provisions nécessaires, et de toutes autres dépenses, doit être mise de côté annuellement pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.
- (2) L'assemblée générale des actionnaires décide discrétionnairement de l'affectation du surplus. Elle peut, notamment, allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende ou l'affecter aux réserves, ou encore le reporter.

Art. 32. Dividendes

- (1) Le conseil d'administration déterminera la date et le lieu de paiement de dividendes.
- (2) Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

VI. Dissolution, Liquidation**Art. 33. Dissolution, Liquidation**

- (1) En cas de dissolution de la Société pour quelque raison et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui aura décidée de la

dissolutions, et qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments. L'assemblée générale garde le pouvoir de modifier les statuts, si cela est justifié par les besoins de la liquidation.

(2) Les pouvoirs des administrateurs prendront fin par la nomination des liquidateurs.

Art. 34. Répartition du bénéfice

Après paiement de toutes dettes et du passif de la Société ou dépôt de tous fonds à cet effet, le bénéfice sera versé aux actionnaires en proportion des actions qu'ils détiennent.

VII. Loi applicable

Art. 35. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et prend fin le 31 décembre 2006.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2007.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Actionnaires	Capital souscrit	Nombre d'actions	Capital libéré
PAMPLONA CAPITAL PARTNERS I L.P., prénommé	EUR 49,998.75	39,999	EUR 49,998.75
Mr. Pavel Nazarian, prénommé	EUR 1.25	1	EUR 1.25
Total:	EUR 50,000.-	40,000	EUR 50,000.-

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR).

Constataion

Le notaire instrumentaire constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont nommés administrateurs pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2006:

1) Monsieur Pavel Nazarian, dirigeant de sociétés, avec adresse professionnelle au 22, Grand-Rue, 2ème étage, L-1660 Luxembourg.

2) Monsieur Vincent Goy, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

3) Monsieur Maxime Molter, employé privé, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Deuxième résolution

ERNST & YOUNG S.A., société anonyme, ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, a été nommée commissaire aux comptes pour une période se terminant avec la prochaine assemblée générale ordinaire.

Troisième résolution

Le siège social est établi à 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente que, à la demande des comparants ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte ayant été faite aux comparants, lesdits comparants ont signé le présent acte original avec nous, le notaire.

Signé: R. Poncelet et M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 1^{er} août 2006, vol. 470, fol. 75, case 2. – Reçu 500 euros.

Le Receveur f.f. (signé): . Schlink.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre aux fins de la publication au Mémoires, Recueil des Sociétés et Associations.

Rémich, le 3 août 2006.

M. Schaeffer.

(080783.3/5770/629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2006.

THILL-LOEHR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7373 Helmdange, 114, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 82.283.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08820, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076577.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

ROBINET ELECTRICITE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4960 Clemency, 7, rue de Bascharage.
R. C. Luxembourg B 62.534.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2006, réf. LSO-BS10103, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076056.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

BAILLARDEL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 39.293.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu mercredi 25 octobre 2006 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 14 juin 2006 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03822/1267/14)

Le Conseil d'Administration.

NORD FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 37.445.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 23 octobre 2006 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 16 mai 2006 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03823/1267/14)

Le Conseil d'Administration.

INVESCO GT INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 7.443.

As the extraordinary general meeting of Shareholders of INVESCO GT INVESTMENT FUND (the «Investment Fund») convened for 21 September 2006, could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to be held in Luxembourg on 26 October 2006 at the registered office of the Investment Fund at 2.00 p.m. (Luxembourg time), with the following agenda:

85480

Agenda

Extraordinary resolution

To approve the merger of the Investment Fund into INVESCO FUNDS - INVESCO GLOBAL STRUCTURED EQUITY FUND (the «GSE Fund»), a sub-fund of INVESCO FUNDS (the «SICAV»), a «société d'investissement à capital variable» with multiple compartments, organised under Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (as amended), having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg and more specifically, upon hearing:

- (i) the report of the board of directors of the Investment Fund explaining and justifying the merger proposal (the «Merger Proposal») published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg on 18 August 2006 and deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg;
- (ii) the audited reports prescribed by Article 266 of the law of 10 August 1915 on commercial companies prepared by PricewaterhouseCoopers, S.à r.l.;
 - 1) to approve more specifically the merger as detailed in the Merger Proposal;
 - 2) to determine 8 December 2006 or such other date as the extraordinary general meeting of shareholders of the Investment Fund shall decide, upon the chairman's proposal (this date not being later than six months after the date of the extraordinary general meeting) the effective date of the merger as defined in the Merger Proposal (hereafter the «Effective Date»);
 - 3) to decide that on the Effective Date of the merger, the assets and liabilities of the Investment Fund (the «Assets») will be automatically transferred to the different classes of shares of the GSE Fund as further detailed in the convening notice sent to the shareholders on 18 August 2006;
 - 4) to decide that on the Effective Date, the SICAV will issue to the shareholders of the Investment Fund, shares of the GSE Fund as detailed in the convening notice sent to the shareholders on 18 August 2006.
The shareholders of the Investment Fund will receive for each share of the Investment Fund, one share of the relevant class of the GSE Fund.
The new shares in the GSE Fund will be issued in registered form as of the Effective Date;
 - 5) to state that, as a result of the merger, the Investment Fund will cease to exist on the Effective Date and all its shares in issue be cancelled.

The reconvened extraordinary general meeting will validly deliberate on the sole item on the agenda without any quorum requirements. The resolution will be adopted if approved by two thirds of the shares represented at the meeting.

Shareholders in the Investment Fund who do not agree with the proposed merger may request redemption of their shares, under the conditions provided in the prospectus of the Investment Fund, until 10.00 a.m. (Dublin time) on 7 December 2006 (or such other date determined by the shareholders pursuant to item 2 above). A letter to shareholders detailing the conditions is available for the shareholders, free of charge, at the registered office of the Investment Fund.

The following documents shall be at the disposal of the shareholders for inspection and copies can be obtained by the shareholders free of charge at the registered office of the Investment Fund:

- 1) the Merger Proposal;
- 2) the reports on the merger issued by PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., the auditors of the Investment Fund and the SICAV, prescribed by Article 266 of the law on commercial companies;
- 3) the reports of the board of directors for the Investment Fund and the SICAV on the merger;
- 4) the audited financial statements for the last three accounting years for the SICAV and the Investment Fund as well as an accounting statement drawn up as at 30 June 2006 for the Investment Fund; and
- 5) the current prospectus of the SICAV and the Simplified Prospectus of the GSE Fund.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy card is available at the registered office of the Investment Fund.

If you are not able to attend the extraordinary general meeting and you have not previously completed or returned a proxy card for the meeting of 21 September 2006, you are kindly requested to complete a proxy card and return it:

- no later than 5 p.m. (Luxembourg time) on 24 October 2006 to RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Luxembourg, Attention: Ms. Catherine Henrotte, or fax it to number (+352) 2460 3331;
- no later than 5 p.m. (Hong Kong time) on 24 October 2006 to INVESCO ASSET MANAGEMENT ASIA LIMITED, 32/F, Three Pacific Place, 1 Queen's Road East, Hong Kong, Attention: Retail Funds Administration Department, or fax it to number +852 3191 8383;
- no later than 5 p.m. (Frankfurt time) on 24 October 2006 to INVESCO ASSET MANAGEMENT DEUTSCHLAND GmbH, Bleichstrasse 60-62, 60313 Frankfurt am Main, Germany, Attention Mr. Michael Ballhausen or fax it to number +49 69 2980 7210; and
- no later than 5 p.m. (Dublin time) on 24 October 2006 to INVESCO GLOBAL DISTRIBUTORS LIMITED, Georges Quay House, Townsend Street, Dublin 2, Ireland, Attention: Registration Department, or fax it to number +353 1 439 8400.

The duly completed proxy valid for the meeting of 21 September 2006 remains valid for the reconvened meeting.

The board of directors of the Investment Fund accepts responsibility for the accuracy of the information contained in this notice as at the date of the publication.

FARINA EUROPEAN INVEST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 31.647.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 17 octobre 2006 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société malgré la perte reportée.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03607/755/19)

Le Conseil d'Administration.

SOFINGEA, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 109.164.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le mardi 10 octobre 2006 à 12.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 30 juin 2006;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 30 juin 2006;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Divers.

I (03824/546/16)

Le Conseil d'Administration.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R. C. Luxembourg B 20.938.

RECTIFICATIF

Une erreur de date doit être corrigée dans la première publication de la convocation des actionnaires à l'assemblée générale ordinaire sur les comptes de l'exercice 2005, parue dans le Mémorial C n° 1741 du 18 septembre 2006, page 83564:

au lieu de: «(...) l'assemblée générale ordinaire (...) qui se réunira le mardi 3 octobre 2006 à 15.00 heures, (...)»,
lire: «(...) l'assemblée générale ordinaire (...) qui se réunira le mercredi 4 octobre 2006 à 15.00 heures, (...)».

(03946/xxx/12)

INVESCO GT CONTINENTAL EUROPEAN FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 21.108.

As the extraordinary general meeting of Shareholders of INVESCO GT CONTINENTAL EUROPEAN FUND (the «Continental European Fund») convened for 21 September 2006, could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to be held in Luxembourg on 26 October 2006 at the registered office of the Continental European Fund, at 2.30 p.m. (Luxembourg time), with the following agenda:

85482

Agenda
Extraordinary Resolution

To approve the merger of the Continental European Fund into INVESCO FUNDS - INVESCO Pan European Equity Fund (the «PE Fund»), a sub-fund of INVESCO FUNDS (the «SICAV»), a «société d'investissement à capital variable» with multiple compartments, organised under Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (as amended), having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg and more specifically, upon hearing:

- (i) the report of the board of directors of the Continental European Fund explaining and justifying the merger proposal (the «Merger Proposal») published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg on 18 August 2006 and deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg;
- (ii) the audited reports prescribed by Article 266 of the law of 10 August 1915 on commercial companies prepared by PricewaterhouseCoopers S.à r.l.;
 - 1) to approve more specifically the merger as detailed in the Merger Proposal;
 - 2) to determine 8 December 2006 or such other date as the extraordinary general meeting of shareholders of the Continental European Fund shall decide, upon the chairman's proposal (this date not being later than six months after the date of the extraordinary general meeting) the effective date of the merger as defined in the Merger Proposal (hereafter the «Effective Date»);
 - 3) to decide that on the Effective Date of the merger, the assets and liabilities of the Continental European Fund (the «Assets») will be automatically transferred to the different classes of shares of the PE Fund as further detailed in the convening notice sent to the shareholders on 18 August 2006;
 - 4) to decide that on the Effective Date, the SICAV will issue to the shareholders of the Continental European Fund, shares of the PE Fund as detailed in the convening notice sent to the shareholders on 18 August 2006. The shareholders of the Continental European Fund will receive a number of shares determined in accordance with the exchange ratio calculated on the basis of the respective net asset values of the shares of the Continental European Fund and of the PE Fund. The new shares in the PE Fund will be issued in registered form as of the Effective Date;
 - 5) to state that, as a result of the merger, the Continental European Fund will cease to exist on the Effective Date and all its shares in issue be cancelled.

The reconvened extraordinary general meeting will validly deliberate on the sole item on the agenda without any quorum requirements. The resolution will be adopted if approved by two thirds of the shares represented at the meeting.

Shareholders in the Continental European Fund who do not agree with the proposed merger may request redemption of their shares, under the conditions provided in the prospectus of the Continental European Fund, until 10.00 a.m. (Dublin time) on 7 December 2006 (or such other date determined by the shareholders pursuant to item 2 above). A letter to shareholders detailing the conditions is available for the shareholders, free of charge, at the registered office of the Continental European Fund.

The following documents shall be at the disposal of the shareholders for inspection and copies can be obtained by the shareholders free of charge at the registered office of the Continental European Fund:

- 1) the Merger Proposal;
- 2) the reports on the merger issued by PricewaterhouseCoopers S.à r.l., the auditors of the Continental European Fund and the SICAV, prescribed by Article 266 of the law on commercial companies;
- 3) the reports of the board of directors for the Continental European Fund and the SICAV on the merger;
- 4) the audited financial statements for the last three accounting years for the SICAV and the Continental European Fund as well as an accounting statement drawn up as at 30 June 2006 for the Continental European Fund; and
- 5) the current prospectus of the SICAV and the Simplified Prospectus of the PE Fund.

You may vote in person or by proxy. A proxy card is available at the registered office of the Continental European Fund.

If you are not able to attend the extraordinary general meeting and you have not previously completed or returned a proxy card for the meeting of 21 September 2006, you are kindly requested to complete a proxy card and return it:

- no later than 5 p.m. (Luxembourg time) on 24 October 2006 to RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Luxembourg attention: Ms. Catherine Henrotte, or fax it to number (+352) 2460 3331;

- no later than 5 p.m. (Hong Kong time) on 24 October 2006 to INVESCO ASSET MANAGEMENT ASIA LIMITED, 32/F, Three Pacific Place, 1 Queen's Road East, Hong Kong, Attention: Retail Funds Administration Department, or fax it to number +852 3191 8383;

- no later than 5 p.m. (Frankfurt time) on 24 October 2006 to INVESCO ASSET MANAGEMENT DEUTSCHLAND GmbH, Bleichstrasse 60-62, 60313 Frankfurt am Main, Germany, Attention Mr. Michael Ballhausen or fax it to number +49 69 2980 7210; and

- no later than 5 p.m. (Dublin time) on 24 October 2006 to INVESCO GLOBAL DISTRIBUTORS LIMITED, Georges Quay House, Townsend Street, Dublin 2, Ireland, Attention: Registration Department, or fax it to number +353 1 439 8400.

The duly completed proxy valid for the meeting of 21 September 2006 remains valid for the reconvened meeting.

The board of directors of the Continental European Fund accepts responsibility for the accuracy of the information contained in this notice as at the date of the publication.

SARAGOSSE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 29.686.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 octobre 2006 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

I (03826/000/17)

Le Conseil d'Administration.

TALASSIUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 30.137.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 10 octobre 2006 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

I (03827/000/17)

Le Conseil d'Administration.

BRUNSWICK HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 62.252.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 octobre 2006 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 juin 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

I (03844/045/16)

Le Conseil d'Administration.

STREAM SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 88.622.

Le Conseil d'Administration invite les Actionnaires à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires qui se tiendra, au siège social de la Sicav, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 10 octobre 2006 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir et approuver le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos le 30 juin 2006.

2. Recevoir et approuver l'état combiné des actifs net et l'état combiné des opérations pour l'exercice clos le 30 juin 2006.
3. Décide de l'affectation des résultats de l'exercice clos le 30 juin 2006.
4. Donner quitus aux Administrateurs et au Réviseur.
5. Procéder aux nominations statutaires et/ou renouvellements de mandats.
6. Divers.

Conformément aux dispositions des statuts et aux prescriptions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les décisions de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires dûment convoquée ne requièrent aucun quorum et sont prises à la majorité simple des voix des Actionnaires présents ou représentés et votant.

Conditions pour être admis à l'Assemblée:

Les Actionnaires sont admis à participer physiquement à l'Assemblée, sous réserve d'apporter la preuve de leur identité, à la condition d'avoir averti la Société, à son siège social (4, Boulevard Royal - Corporate - Administration de STREAM SICAV), le 6 octobre 2006 au plus tard, de leur intention de participer à l'Assemblée; les Actionnaires qui ne peuvent se présenter physiquement peuvent voter soit au moyen d'un représentant de leur choix, soit par voie de procuration. Des procurations sont disponibles à cet effet au siège de la Société. Pour être prises en considération le jour de l'Assemblée, ces procurations doivent parvenir au siège de la Société, dûment complétées, datées et signées, au plus tard le 6 octobre 2006.

Les personnes qui assisteront physiquement à l'Assemblée devront produire au Bureau de l'Assemblée un certificat de blocage des actions qu'ils détiennent, soit directement, soit par voie de procuration, auprès de SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

I (03950/755/33)

Le Conseil d'Administration.

FINGEST, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 109.163.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le mardi 10 octobre 2006 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 30 juin 2006;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 30 juin 2006;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Divers.

I (03825/546/16)

Le Conseil d'Administration.

INVESCO MAXIMUM INCOME FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 33.908.

As the extraordinary general meeting of Shareholders of INVESCO MAXIMUM INCOME FUND (the «Maximum Income Fund») convened for 21 September 2006, could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to be held in Luxembourg on 26 October 2006 at the registered office of the MAXIMUM INCOME FUND, at 3.00 p.m. (Luxembourg time), with the following agenda:

Agenda

Extraordinary resolution

To approve the merger of the MAXIMUM INCOME FUND into INVESCO FUNDS - INVESCO UK Investment Grade Bond Fund (the «IGB Fund»), a sub-fund of INVESCO FUNDS (the «SICAV»), a «société d'investissement à capital variable» with multiple compartments, organised under Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (as amended), having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg and more specifically, upon hearing:

- (i) the report of the board of directors of the MAXIMUM INCOME FUND explaining and justifying the merger proposal (the «Merger Proposal») published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg on 18 August 2006 and deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg;
- (ii) the audited reports prescribed by Article 266 of the law of 10 August 1915 on commercial companies prepared by PricewaterhouseCoopers S.à r.l.;
 - 1) to approve more specifically the merger as detailed in the Merger Proposal;

- 2) to determine 8 December 2006 or such other date as the extraordinary general meeting of shareholders of the MAXIMUM INCOME FUND shall decide, upon the chairman's proposal (this date not being later than six months after the date of the extraordinary general meeting) the effective date of the merger as defined in the Merger Proposal (hereafter the «Effective Date»);
- 3) to decide that on the Effective Date of the merger, the assets and liabilities of the MAXIMUM INCOME FUND (the «Assets») will be automatically transferred to the different classes of shares of the IGB Fund as further detailed in the convening notice sent to the shareholders on 18 August 2006;
- 4) to decide that on the Effective Date, the SICAV will issue to the shareholders of the MAXIMUM INCOME FUND, shares of the IGB Fund as detailed in the convening notice sent to the shareholders on 18 August 2006.
The shareholders of the MAXIMUM INCOME FUND will receive for each share of the MAXIMUM INCOME FUND, one share of the IGB Fund.
The new shares in the IGB Fund will be issued in registered form as of the Effective Date;
- 5) to state that, as a result of the merger, the MAXIMUM INCOME FUND will cease to exist on the Effective Date and all its shares in issue be cancelled.

The reconvened extraordinary general meeting will validly deliberate on the sole item on the agenda without any quorum requirements. The resolution will be adopted if approved by two thirds of the shares represented at the meeting.

Shareholders in the MAXIMUM INCOME FUND who do not agree with the proposed merger may request redemption of their shares, under the conditions provided in the prospectus of the MAXIMUM INCOME FUND, until 10.00 a.m. (Dublin time) on 7 December 2006 (or such other date determined by the shareholders pursuant to item 2 above). A letter to shareholders detailing the conditions is available for the shareholders, free of charge, at the registered office of the MAXIMUM INCOME FUND.

The following documents shall be at the disposal of the shareholders for inspection and copies can be obtained by the shareholders free of charge at the registered office of the Continental European Fund:

- 1) the Merger Proposal;
- 2) the reports on the merger issued by PricewaterhouseCoopers S.à r.l., the auditors of the MAXIMUM INCOME FUND and the SICAV, prescribed by Article 266 of the law on commercial companies;
- 3) the reports of the board of directors for the MAXIMUM INCOME FUND and the SICAV on the merger;
- 4) the audited financial statements for the last three accounting years for the SICAV and the MAXIMUM INCOME FUND; and
- 5) the current prospectus of the SICAV and the Simplified Prospectus of the IGB Fund.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy card is available at the registered office of the MAXIMUM INCOME FUND.

If you are not able to attend the extraordinary general meeting and you have not previously completed or returned a proxy card for the meeting of 21 September 2006, you are kindly requested to complete a proxy card and return it:

- no later than 5 p.m. (Luxembourg time) on 24 October 2006 to RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Luxembourg, Attention: Ms. Catherine Henrotte, or fax it to number (+352) 2460 3331;

- no later than 5 p.m. (Hong Kong time) on 24 October 2006 to INVESCO ASSET MANAGEMENT ASIA LIMITED, 32/F, Three Pacific Place, 1 Queen's Road East, Hong Kong, Attention: Retail Funds Administration Department, or fax it to number +852 3191 8383;

- no later than 5 p.m. (Frankfurt time) on 24 October 2006 to INVESCO ASSET MANAGEMENT DEUTSCHLAND GMBH, Bleichstrasse 60-62, 60313 Frankfurt am Main, Germany, Attention Mr. Michael Ballhausen or fax it to number +49 69 2980 7210; and

- no later than 5 p.m. (Dublin time) on 24 October 2006 to INVESCO GLOBAL DISTRIBUTORS LIMITED, Georges Quay House, Townsend Street, Dublin 2, Ireland, Attention: Registration Department, or fax it to number +353 1 439 8400.

The duly completed proxy valid for the meeting of 21 September 2006 remains valid for the reconvened meeting.

The board of directors of the MAXIMUM INCOME Fund accepts responsibility for the accuracy of the information contained in this notice as at the date of the publication.

I (03949/755/75)

The Board of Directors.

AUBURN INVESTMENT S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 57.929.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *13 octobre 2006* à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 juin 2006;
- b. rapport du commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin;
- d. affectation du résultat;

85486

- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- g. divers.

I (03845/045/17)

Le Conseil d'Administration.

GEGORIC, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 66.629.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 26 octobre 2006 à 10.00 heures à l'adresse du siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

L'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2006 n'a pas délibéré sur le point 3 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 26 octobre 2006 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

I (03940/534/15)

Le Conseil d'Administration.

ASI GLOBAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 52.232.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 octobre 2006 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 mars 2006;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

II (03618/000/14)

Le Conseil d'administration.

COFIDA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 30.992.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 2 octobre 2006 à 11.00 heures au siège social, 15, boulevard Roosevelt à L-2450 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005;
2. Affectation du résultat de l'exercice 2005;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2005;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la non-teneur de l'assemblée générale ordinaire à la date statutaire;
5. Délibération conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Ratification de la cooptation d'un administrateur.

Conformément à l'article 9 des statuts, les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire, actionnaire ou non.

II (03800/687/20)

Le Conseil d'Administration.

BANCOM INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222C, avenue Gaston Diderich.
R. C. Luxembourg B 55.050.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de notre société qui se tiendra au siège social, en date du 3 octobre 2006 à 11.00 heures, par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
3. Nomination d'un commissaire-vérificateur;
4. Décharge à accorder au conseil d'Administration et au commissaire aux comptes;
5. Divers.

II (03639/1161/16)

Le Conseil d'Administration.

KATOEN NATIE GROUP S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 110.988.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, on October 2, 2006 at 10.30 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2005.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

II (03801/534/16)

The board of directors.

CHANTELOUP HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 30, rue Marie-Adélaïde.
R. C. Luxembourg B 24.636.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 octobre 2005 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes au 30 juin 2006
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

II (03803/1212/16)

Le Conseil d'Administration.

FERTITRUST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 11.025.

Faisant suite à la demande d'actionnaires représentant plus d'un cinquième du capital social, conformément au sous-paragraphe 2 de l'article 70 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, le commissaire aux comptes prie Mesdames et Messieurs les actionnaires d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra mercredi, le 4 octobre 2006 à 11.00 heures au L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes pour l'exercice 2005.
2. Présentation et approbation du bilan et du compte de résultat de la Société au 31 décembre 2005, et affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice 2005.
4. Election d'un nouveau conseil d'administration.
5. Examen des différentes participations.
6. Examen des différentes garanties et lettres d'intention.
7. Questions diverses.

DELOITTE S.A.

Commissaire aux Comptes

II (03830/000/23)

MERCURION ASIA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 55.708.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of MERCURION ASIA FUND will be held at the registered office of the fund on *October 2, 2006* at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at June 30, 2006;
3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the Directors;
5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of MERCURION ASIA FUND the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

II (03857/584/24)

*The Board of Directors.***RESIN FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 41.874.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *lundi 2 octobre 2006* à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport du liquidateur, HRT REVISION, S.à r.l.
- Quitus aux Administrateurs pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 3 août 2006.
- Nomination du commissaire à la liquidation, M. Marc Liesch.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

II (03829/755/15)

Le Liquidateur.